



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO
DEPARTAMENT FEDERAL DA L'INTERN

Projet de loi fédérale sur les identificateurs sectoriels de personne

Rapport sur les résultats de la procédure de consultation

Berne, septembre 2004

Sommaire

Contexte	3
Résultats.....	5
Résumé des positions par questions.....	8
Positions des participants.....	9
Tableaux des citations	11
1. Que pensez-vous de l'objectif de rationaliser la communication des données réglementée légalement entre les registres officiels de personnes, en supprimant les ruptures de médias, qui peuvent engendrer des erreurs ?	11
2. La solution proposée, qui envisage que l'on renonce à l'identificateur fédéral de personne universel prévu au départ, est-elle d'après vous toujours conforme aux besoins de la cyberadministration ?	15
3. Que pensez-vous de la proposition de regrouper en un seul secteur les registres du domaine de la population ?	21
4. Estimez-vous que la proposition de répartir les registres officiels de personnes en six domaines répond aux exigences de la protection des données ?	24
5. Que pensez-vous de la proposition relative au droit d'information et de correction pour la personne concernée ?	29
6. Que pensez-vous de la procédure d'autorisation d'un raccordement avec un registre cantonal ou communal de personnes ?	31
7. Que pensez-vous de la proposition d'accorder au Département fédéral de justice et police la compétence d'administrer le serveur d'identification ?	34
8. Que pensez-vous de la répartition des coûts telle qu'elle est proposée ?	37
Liste des participants.....	40

1. Contexte

Le 12 mars 2004, le Conseil fédéral a pris acte des résultats de la consultation concernant la loi fédérale sur l'harmonisation des registres des habitants et d'autres registres officiels de personnes et a chargé le Département fédéral de l'intérieur de l'élaboration du message. Le projet de loi sur l'harmonisation des registres a reçu un accueil très positif.

Lors de la consultation, la question de l'introduction d'identificateurs coordonnés de personne a suscité un vif intérêt. La grande majorité des institutions consultées ainsi que 23 cantons ont salué la création d'un identificateur fédéral de personne (EPID) à des fins administratives et statistiques. Les réponses soulignent l'importance du projet à une époque marquée par la société de l'information et par le développement de la cyberadministration. Seules quatre des institutions consultées, à savoir trois cantons et l'Association des commissaires à la protection des données se sont opposés à l'introduction d'un identificateur de personne à des fins administratives.

Le Conseil fédéral a tenu compte de ces réserves, qui touchent à la protection des données. Il n'envisage plus la création d'un identificateur fédéral de personnes universel, mais propose d'introduire six identificateurs sectoriels de personne (SPIN), afin de simplifier l'échange des données entre les registres de personnes.

Le 26 mai 2004, le Conseil fédéral a autorisé le Département fédéral de l'intérieur à procéder à une consultation raccourcie sur le projet de loi fédérale sur les identificateurs sectoriels de personne (SPIN). La consultation s'est déroulée jusqu'au 23 juillet 2004. 58 participants ont été consultés officiellement. 39 participants y ont répondu. 8 réponses spontanées ont été enregistrées. Le nombre total de répondant est de 47.

Le Département fédéral de l'intérieur a relevé les points suivants dans sa lettre à l'intention des participants :

« Le projet de loi¹ a pour principal objectif la création d'une base légale moderne permettant une utilisation uniforme des identificateurs de personne dans les registres de la Confédération. C'est là une condition à l'automatisation des échanges de données entre les services de l'administration qui gèrent des données personnelles à la Confédération et dans les cantons. Voici les principaux éléments de la loi :

- Remplacement de l'identificateur fédéral de personne universel prévu initialement par un système d'identificateurs sectoriels de personne.
- Utilisation d'un identificateur distinct pour chaque secteur administratif (population, assurances sociales, fiscalité, défense et protection de la population, poursuite pénale et statistique).
- Mise en place d'un serveur d'identification et de communication centralisé afin d'assurer une communication électronique efficace entre deux services administratifs appartenant à deux secteurs différents, dans les cas prévus par la loi.
- Constitution d'un secteur Population englobant les domaines des habitants, de l'état civil, des étrangers, de l'asile et des documents d'identité. On tient ainsi compte, à l'instar de ce que font nombre de cantons, ainsi que d'autres pays, des intenses et continuels échanges et ajustements de données entre ces domaines.

La constitution d'un secteur Population commun simplifiera considérablement la communication des données telle qu'elle est réglementée actuellement. Dans ce domaine, de grandes quantités de données sont échangées aujourd'hui déjà entre les registres, dans

¹ Le projet a été élaboré par le Département fédéral de l'intérieur, en étroite collaboration avec un groupe de travail interdépartemental, dans lequel étaient représentés le Département fédéral de justice et police, la Chancellerie fédérale et l'Unité de stratégie informatique de la Confédération.

le cadre des dispositions légales. Cette communication se caractérise toutefois par de nombreuses ruptures de médias. Il faut donc régulièrement saisir à nouveau et contrôler manuellement les données enregistrées sur support électronique. La mise en place du nouveau système crée les bases permettant de rationaliser les processus et de raccorder par la suite d'autres secteurs, comme ceux des assurances sociales et de la santé ou de la fiscalité. »

Dans leur prise de position, les participants ont été priés de répondre en particulier aux questions suivantes :

1. Que pensez-vous de l'objectif de rationaliser la communication des données réglementée légalement entre les registres officiels de personnes, en supprimant les ruptures de médias, qui peuvent engendrer des erreurs ?
2. La solution proposée, qui envisage que l'on renonce à l'identificateur fédéral de personne universel prévu au départ, est-elle d'après vous toujours conforme aux besoins de la cyberadministration ?
3. Que pensez-vous de la proposition de regrouper en un seul secteur les registres du domaine de la population ?
4. Estimez-vous que la proposition de répartir les registres officiels de personnes en six domaines répond aux exigences de la protection des données ?
5. Que pensez-vous de la proposition relative au droit d'information et de correction pour la personne concernée ?
6. Que pensez-vous de la procédure d'autorisation d'un raccordement avec un registre cantonal ou communal de personnes ?
7. Que pensez-vous de la proposition d'accorder au Département fédéral de justice et police la compétence d'administrer le serveur d'identification ?
8. Que pensez-vous de la répartition des coûts telle qu'elle est proposée ?

2. Résultats

2.1 Rationalisation

La rationalisation est, pour l'administration, un objectif reconnu comme digne d'effort par une majorité de participants, principalement des praticiens tels que cantons, associations de communes et associations de contrôle des habitants. Ils estiment que la rationalisation de l'échange des données grâce à une harmonisation rendue cohérente par des identificateurs de personne est, en période de restrictions budgétaires affectant le service public, un investissement judicieux.

Les critiques de la minorité, représentée par deux partis politiques aux antipodes l'un de l'autre et par les différents organismes de protection des données, se concentrent sur l'absence, à leurs yeux, d'une seule et unique base constitutionnelle permettant l'introduction des identificateurs de personne, ainsi que sur l'impossibilité de juger de l'adéquation des moyens à mettre en oeuvre par rapport aux buts poursuivis, estimés comme étant beaucoup trop indéfinis. En d'autres termes, la critique porte sur la proportionnalité du projet et le risque trop important qu'il créerait pour la protection des données.

Les moyens mis en œuvre pour arriver à la rationalisation font l'objet de deux critiques principales. Les adversaires au principe même des identificateurs y restent opposés, alors que les partisans estiment que la sectorisation n'apportera aucun progrès significatif par rapport à l'identificateur universel initialement proposé qu'ils jugent capable de garantir tout aussi bien, sinon mieux, la protection des données. Dans ce cas l'opposition porte sur la forme (coûts de réalisation et difficultés techniques).

2.2 Création d'identificateurs sectoriels

De l'avis de la majorité des cantons et des organisations actives en matière de cyberadministration, la sectorisation apparaît comme un projet trop complexe et coûteux qui ne répond pas ou imparfaitement à leurs attentes. Ainsi, les cantons favorables à la création d'un identificateur universel ont exprimé leur opposition à la sectorisation et rappelé qu'un identificateur universel reste le seul moyen approprié pour satisfaire aux exigences de la cyberadministration. Pour eux la multiplication des identificateurs sera une coûteuse source d'erreurs considérables rendant le système ingérable.

2.3 Registres du secteur de la population

La proposition visant à réunir en un seul secteur les registres du domaine de la population est perçue par la majorité des participants favorables à l'institution d'un identificateur universel comme une solution de secours indispensable si la Confédération venait à retenir la sectorisation. La formation des secteurs administratifs est souvent jugée arbitraire. Dès lors, devront être également adjoints au secteur population les registres fiscaux et les registres des assurances sociales qui ne sont d'ordinaire pas séparés dudit secteur au niveau cantonal. En revanche, pour les opposants, ce regroupement ne consiste en rien d'autre qu'à la constitution déguisée d'un identificateur universel.

2.4 Répartition des registres en six domaines

Une majorité de participants estime que la répartition en six domaines ne répond pas aux exigences de la protection des données. La répartition des réponses correspond à celle de la question précédente. Du côté des opposants à tout numéro d'identification, l'on estime que ce système est trop imparfait. En effet, l'existence d'un serveur d'identification central ne permettrait pas de s'assurer que l'information fragmentée ne soit jamais reconstruite de façon abusive. La seule manière d'assurer la garantie constitutionnelle de la protection de la sphère privée reste l'abstention. En outre, nombreux sont les cantons, même parmi les partisans d'un quelconque système d'identification, qui estiment que cela revient à reporter la responsabilité fédérale au plan cantonal.

2.5 Droit d'information et de correction

L'introduction d'un droit de correction et d'information est souhaitée par la plupart des répondants. Cela leur apparaît comme une évidence dans une société démocratique. La critique de la minorité provient des préposés cantonaux et du préposé fédéral à la protection des données. Ils estiment que ces dispositions sont purement déclaratoires dans la mesure où elles n'apportent rien de plus qui ne soit déjà prévu par la législation sur la protection des données. Dépourvues d'efficacité, ces dispositions sont inutiles.

2.6 Procédure d'autorisation de raccordement

Les réponses concernant la procédure d'autorisation de raccordement démontrent la difficulté d'appréhender la complexité du système. L'opposition se focalise sur les deux plans cités plus haut : une opposition minoritaire qui, sur le fond, estime dangereux tout identificateur de personne dont les mesures d'accompagnement seront toujours impropres à garantir le respect du droit constitutionnel à la protection de la sphère privée ; une opposition plus nombreuse qui, sur la forme, désapprouve la mise en place d'un système qui ne pourra être qu'une source de coûteuses complications. Une majorité de cantons ne souhaite globalement pas soumettre leur droit cantonal à un examen préalable pour tout raccordement à des fins administratives dans le cadre de la présente loi et dans celui de la loi d'harmonisation. Cette opposition est renforcée par l'opinion selon laquelle la procédure de recours contre une décision refusant ledit raccordement n'est pas suffisamment explicite.

2.7 Administration du serveur d'identification

L'administration du serveur d'identification par le département fédéral de justice et police est soutenue par une majorité des participants. En effet, la proximité thématique de la banque de données INFOSTAR, dont on pourrait utiliser le numéro d'identification comme identificateur universel fédéral, apparaît être l'argument principal. De nombreux cantons et associations représentant l'état civil refusent de mettre sur pied un second système semblable à celui d'INFOSTAR, quant bien même la Confédération prendrait une partie des frais à sa charge. Les opposants, dont certains sont favorables à l'introduction d'un identificateur universel, reprochent à cette solution d'éveiller la crainte dans l'opinion publique d'une nouvelle affaire des fiches. Il serait préférable d'attribuer cette compétence à un organe neutre tel que la Chancellerie fédérale, l'OFS, voire une unité « transversale ».

2.8 Coûts

S'agissant des coûts, les participants sont opposés à la répartition proposée. L'opposition la plus forte se retrouve auprès des cantons. Les différentes organisations ne se prononcent généralement pas sur cet aspect mais elles estiment, comme les cantons d'ailleurs, que les coûts ont été très probablement sous-évalués.

3. Résumé des positions par questions

1. Que pensez-vous de l'objectif de rationaliser la communication des données réglementée légalement entre les registres officiels de personnes, en supprimant les ruptures de médias, qui peuvent engendrer des erreurs ?
2. La solution proposée, qui envisage que l'on renonce à l'identificateur fédéral de personne universel prévu au départ, est-elle d'après vous toujours conforme aux besoins de la cyberadministration ?
3. Que pensez-vous de la proposition de regrouper en un seul secteur les registres du domaine de la population ?
4. Estimez-vous que la proposition de répartir les registres officiels de personnes en six domaines répond aux exigences de la protection des données ?
5. Que pensez-vous de la proposition relative au droit d'information et de correction pour la personne concernée ?
6. Que pensez-vous de la procédure d'autorisation d'un raccordement avec un registre cantonal ou communal de personnes ?
7. Que pensez-vous de la proposition d'accorder au Département fédéral de justice et police la compétence d'administrer le serveur d'identification ?
8. Que pensez-vous de la répartition des coûts telle qu'elle est proposée ?

(n=47)	Favorable	Plus ou moins favorable	Plutôt défavorable	Défavorable	Ne sait pas ou sans avis
Q.1	35	3	2	7	2
Q.2	6	2	10	24	1
Q.3	33	3	2	6	0
Q.4	5	6	3	32	0
Q.5	27	7	1	5	3
Q.6	10	3	7	17	6
Q.7	27	3	2	9	3
Q.8	5	4	10	18	5

4. Positions des participants

(n=47)	Favorable	Plus ou moins favorable	Plutôt défavorable	Défavorable	Ne sait pas ou sans avis
Q.1	AG, AI, BE, BE(Gde), BL, BS, CSP, Digisigna, eCH, FR, GR, JU, NE, NW, SGV, SO, SSV, SVEK, SZ, TG, VD, VS, CVP, ETH ZH, LU, SBV, SH, SIK, UR, USAM, VZIV, ZH, ICT, KZIV	AVDCH, GL, GE	TG, TI	DSB, SP, BBA, DSB ZH, EDSB, SP, SVP	ARh, FMH (réponse peu claire)
Q.2	AI, BS, CSP, SO, SBV, FMH	FR, GE	AG, JU, SGV, SSV, SZ, TG, ETH ZH, ZH, TI, ICT	AVDCH, BE, BE(Gde), BL, Digisigna, DSB, eCH, GL, GR, NE, NW, SH, SP, SVEK, VD, VS, BBA, EDSB, SIK, UR, USAM, SVP, KZIV, ZG	VZIV (réponse peu claire)
Q.3	AG, AI, AVDCH, BE, BE (Gde), BS, CSP, Digisigna, eCH, ETH ZH, FMH, GE, GL, GR, FR, JU, LU, NE, NW, SGV, SSV, SVEK, SZ, TG, VS, SBV, TI, UR, VD, VZIV, ICT, KZIV, ZH	SIK, SO, ZG	SP, USAM	BL, DSB, BBA, EDSB, SH, SVP	
Q.4	AI, BS, CSP, SO, SBV	AG, AVDCH, SZ, VZIV, FR, GE	SGV, BBA, ZG	BE, BE (Gde), BL, Digisigna, DSB, eCH, GL, GR, JU, NE, NW, SP, SSV, SVEK, TG, VD, VS, ARh, EDSB, ETH ZH, LU, SIK, SVP, TI, UR, USAM, ZH, SVP, FMH, ICT, KZIV, SH	

Positions des participants (suite)

(n=47)	Favorable	Plus ou moins favorable	Plutôt défavorable	Défavorable	Ne sait pas ou sans avis
Q.5	AG, AI, AVDCH, BS, CSP, Digisigna, eCH, GR, JU, NW, SGV, SO, SP, SSV, SVEK, SZ, TG, BBA, ETH ZH, SBV, UR, USAM, VZIV, GE, FMH, ICT, FR	BE, BE(Gde), GL, VD, ZH, KZIV, ZG	SIK	DSB, NE, EDSB, SVP, SH	BL, VS, TI (réponse peu claire)
Q.6	AG, AI, BS, NW, SZ, VS, VZIV, GE, FR, SH	CSP, JU, ICT	AVDCH, eCH, SGV, VD, ETH ZH, TI, UR	BE, BE (Gde), DSB, GL, GR, NE, SO, SSV, SVEK, TG, EDSB, LU, SIK, ZH, SVP, KZIV, ZG	BL, Digisigna, SP, SBV, USAM, FMH (réponse peu claire)
Q.7	AG, AI, BE (Gde), BS, CSP, Digisigna, eCH, GR, JU, NW, SGV, SO, SSV, SVEK, SZ, TG, VD, VS, ETH ZH, LU, TI, UR, USAM, VZIV, ICT, KZIV, FR	AVDCH, BE, ZH	SIK, SVP	DSB, GL, NE, BBA, EDSB, GE, FMH, SH, ZG	BL, SP, SBV
Q.8	AG, BS, NW, VS, SBV	AI, BE (Gde), SIK, GE	Digisigna, SSV, SVEK, ETH ZH, EDSB, FMH, ICT, FR, SH, ZG	AVDCH, BE, BL, DSB, GL, GR, JU, NE, SGV, SO, SZ, TG, VD, LU, SVP, UR, USAM, KZIV	CSP, eCH, SP, VZIV (réponse peu claire), TI (?)

5. Tableaux des citations

1. Que pensez-vous de l'objectif de rationaliser la communication des données réglementée légalement entre les registres officiels de personnes, en supprimant les ruptures de médias, qui peuvent engendrer des erreurs ?

Q.1	Oui	Non	Remarques (citations), rationalisation de la communication
AG ¹	X		<i>Die Rationalisierung...wird befürwortet. Die Vereinfachung des Datenaustauschs...ist zu begrüßen. Ebenso ist es sinnvoll, Medienbrüche so vermeiden...Allerdings stellt sich bei Art. 13 für uns die Frage, ob es richtig, dass die registerführenden Behörden die vorschrittgemässe Datenbearbeitung im eigenen Bereich selber beaufsichtigen.</i>
AI ²	X		<i>...begrüsst.</i>
ARh ³			
AVDCH ⁴	(x)		<i>Nous estimons qu'en effet pour les autorités fédérales, cela ne présente que des avantages. Pour les communes (lorsqu'on parle de commune, on inclut les cantons gérant une base spécialisée), les plus importantes difficultés sont à prévoir tout d'abord à la mise en route, puis lors de la gestion des cas douteux. Il y aura lieu également de prévoir des procédures strictes en matière d'arbitrage et de prépondérance entre les communes (les données qui font foi sont-elles celles de la commune de départ ou d'arrivée ? Les dates peuvent-elles être modifiées par la seconde ? Cela a une influence non négligeable sur le rôle des contribuables, par exemple). Cela dit, la partie « administration des données » ne pourra être un succès que si une écrasante majorité des communes y adhèrent.</i>
BBA ⁵		X	<i>Wir können dem vorgeschlagenen neuen SPIN-Gesetz deshalb nur insofern Verständnis entgegenbringen, als rein statistische, nicht personifizierbare Daten betroffen sind. Grundsätzlich soll die Hoheit und die Verfügungsgewalt über alle personifizierbaren Daten bei den Einwohnerinnen und Einwohnern selber liegen. Daten für statistische Zwecke dürfen nicht grossflächig personenbezogen erhoben, verglichen und analysiert werden. Bei der Beurteilung der Zielsetzung des SPIN-Gesetzes gelangen wir zum Schluss, dass der Nutzen des im Gesetzesentwurf vorgeschlagenen Verfahrens zur Zielerfüllung angezweifelt werden muss: ... In der Abwägung der möglichen Vorteile eines Vorgehens ohne Medienbruch gegenüber den Nachteilen, die in Bezug auf die Verletzung des Datenschutzes entstehen, muss das bisher praktizierte Vorgehen genügen... Insgesamt lehnt das Organisationskomitee der Schweizer Big Brother Awards den vorgelegten Gesetzesentwurf in allen Punkten ab, die über die Erfassung rein statistischer, nicht personenbezogener Daten hinausgehen.</i>
BE ⁶	X		<i>...erstrebenswert und angesichts der Anforderungen des Daten- und des Persönlichkeitsschutzes auch notwendig.</i>
BE (Gde) ⁷	X		<i>Unterstützt</i>
BL ⁸	X		<i>...Ziel als erstrebenswert.</i>
BS ⁹	X		<i>Die Zielsetzung erscheint uns vernünftig und zeitgemäss. Grundsätzlich sind wir der Meinung, dass eine gesamtschweizerische einheitliche Personenidentifikator nötig ist...Von grosser Bedeutung ist eine einheitliche Personenidentifikation sodann für die Weiterentwicklung von E-Government und E-Administration. Für die Einwohnerkontrolle werden namentlich der Datenverkehr mit den Zivilstandsregistern und die entsprechenden Mutationen von grossem Nutzen sein. Die Eliminierung noch vorhandener Bearbeitungsunterschiede und Doppelspurigkeit bei der Einwohnerkontrollführung (kantonale Register und ZAR) erlaubt die Nutzung weiterer Synergien.</i>
CSP ¹⁰	X		<i>...sinnvolle Rationalisierung</i>
CVP ¹¹	X		<i>Die CVP ist mit dem vorgeschlagene Entwurf einverstanden...Abschliessend bleibt zu bemerken, dass die technische Umsetzung zu keiner Mehrkosten führen darf und mit den bestehenden personellen Mitteln bewältigt werden muss.</i>
DigiSigna ¹²	X		<i>Die Zielsetzung ist unbestritten. Die föderale Struktur der Schweiz wird dadurch nicht tangiert.</i>
DSB ¹³		X	<i>ad Art. 1 Die gemäss Abs. 1 angestrebte "Vereinfachung des Datenaustausches von Personendaten zwischen amtlichen Personenregistern" ist ohne Schutzmassnahmen unausgewogen. Wenn schon dieses eine Ziel formuliert wird, so ist auch dessen Gegenstück als Ziel des Gesetzes festzulegen. Mit Bezug auf die in Abs. 2 erwähnten Sektoren verweisen wir auf die vorstehenden Bemerkungen zu den Sektoren. [...] Wir bleiben dabei: ein Statistik-PIN bleibt eine zulässige Lösung auch im Hinblick auf die Volkszählung 2010.</i>

Q.1	Oui	Non	Remarques (citations), rationalisation de la communication
DSB ZH ¹⁴		X	<i>Correspond points pour points à la prise de position de EDSB.</i>
eCH ¹⁵	X		<i>Die Schweiz ist im eGovernment europaweit in den hinteren Regionen anzutreffen. Es besteht die Gefahr, dass sie den Anschluss weiter verliert. Nur durch die konsequente Nutzung der elektronischen Medien für den Datenaustausch kann die Schweiz die Nachteile der kleinteiligen föderalen Strukturen wett machen und die Verwaltungskosten auf einem konkurrenzfähigen Niveau halten. Die Zielsetzung des Gesetzes ist so gesehen ein Muss.</i>
EDSB ¹⁶		X	<i>Correspond points pour points à la prise de position de DSB. Adjonction d'une liste des caractères techniques à réaliser absolument dans l'hypothèse où ne renoncerait pas à un système d'identification basés sur des numéros.</i> <i>Le PFPD estime que le projet de loi mis en consultation n'est pas conforme à la Constitution. N'étant pas assez concret, le projet ne respecte tout d'abord pas le principe de la légalité. Les « secteurs » n'ont en effet pas été précisés et les processus administratifs qu'il s'agit de rationaliser n'ont été ni analysés ni définis.</i> <i>Il ne fait pas de doute que la base constitutionnelle est suffisante pour créer un identificateur de personne à des fins statistiques, mais l'on peut se demander s'il est licite d'utiliser cet instrument à des fins administratives. Le PFPD estime, pour sa part, que le projet présenté institue un nouveau régime de compétences au niveau fédéral et que ce régime nécessite une base constitutionnelle aujourd'hui inexistante.</i>
ETH ZH ¹⁷	X		<i>Diese Zielsetzung sollte schon seit Jahren erfüllt sein.</i>
FMH ¹⁸			<i>Die fehlende Koordination, Redundanzen und Medienbrüche in der elektronischen Datenkommunikation haben Qualitäts-, Kosten- und Sicherheitsfolgen in allen Gesellschaftsbereichen zur Folge, auch und besonders im Gesundheitswesen. Diese Probleme sind nicht nur technischer Natur, sondern primär Kommunikations- und Organisationsfragen. Deshalb sei vor überhöhten Erwartungen an gesetzliche oder technische Lösungen gewarnt: die Kommunikation innerhalb und zwischen Organisationen bleibt letztendlich eine Kommunikation zwischen Menschen – mit all ihren Vorzügen aber auch Fehleranfälligkeit.</i>
FR ¹⁹	X		<i>Nous considérons que la mise en œuvre de la loi SPIN est un projet majeur pour la Suisse qui concerne l'ensemble des autorités....Cette loi permettra de promouvoir la modernisation des systèmes d'information à tous les niveaux...Nous soutenons cet objectif...il s'agit là d'un pré requis indispensable à une optimisation des processus administratifs.</i>
GE ²⁰	(x)		<i>Nous sommes favorables à toute rationalisation...dès lors que cet objectif ne porte aucune atteinte aux règles relatives à la protection des données et que la communication des informations intervient à des fins statistiques.</i>
GL ²¹	(x)		<i>Diese Zielsetzung ist...erstrebenswert...und angesichts der Anforderungen des Daten- und des Persönlichkeitsschutzes notwendig. Die Einführung von SPIN und der vorgeschlagene Anschluss an den ID Server sind jedoch keine Beiträge zur Rationalisierung.</i>
GR ²²	X		<i>Im Bewusstsein, dass derartige Vorlagen sich immer im Spannungsfeld zwischen Persönlichkeits- und Datenschutzrecht sowie den Anliegen an eine Optimierung und Rationalisierung der Verwaltungsarbeit bewegen, favorisiert... den ursprünglich vorgeschlagenen EPID.</i> <i>Die Zielsetzung...erscheint wünschenswert und wird...gestützt. Allerdings ist festzuhalten...Medienbrüche nach wie vor bestehen werden und demnach gegenüber der ursprünglich Lösung EPID nur eine entsprechend eingeschränkte Rationalisierung erreicht werden kann.</i>
ICT ²³	X		<i>...sollte schon seit Jahren erfüllt sein.</i>
JU ²⁴	X		<i>Il apparaît tout à fait logique et nécessaire de constituer un secteur « population », afin, notamment, d'éviter les nombreuses ruptures de médias...</i>
KZIV ²⁵	X		<i>Wir haben die Stellungnahme des Kantons BE...zur Kenntnis genommen und schliessen uns dieser Stellungnahme in allen Teilen an. Wir legen Ihnen nochmals mit aller Eindringlichkeit nahe, einen EPID schaffen zu lassen und auf jedwede Doppelspurigkeit und Komplizierung zu verzichten.</i>
LU ²⁶	X		<i>Wir unterstützen diese Zielsetzung im Sinne einer effizienter Verwaltungstätigkeit. Rationalisierungsmassnahmen können...nur mit durchgängiger Datenkommunikation ohne Medienbrüche umgesetzt werden.</i>
NE ²⁷	X		<i>Le concept des LSPIN est intéressant intellectuellement, mais son application dans le terrain risque d'être extrêmement lourde, coûteuse et relativement inefficace par rapport aux buts poursuivis par la Confédération. L'abandon du concept de l'identificateur unique est regrettable, nous pensons que la division proposée en 6 identificateurs sectoriels va beaucoup trop loin et n'apportera aux cantons aucune économie de gestion, pour ne pas parler de coûts supplémentaires de mise en œuvre.</i> <i>Nous sommes donc persuadés que ce degré de perfectionnisme engendrera, au niveau global, des problèmes importants de mise en œuvre, coûtera extrêmement cher et rendra finalement opaque la gestion des données personnelles, ce qui va à l'encontre de la protection de la personnalité.</i>

Q.1	Oui	Non	Remarques (citations), rationalisation de la communication
NW ²⁸	X		<i>Wünschenswert</i>
SBV ²⁹	X		<i>Sehr erstrebenswert</i>
SGV ³⁰	X		<i>...kann diese Zielsetzung unterstützen.</i>
SH ³¹	X		<i>Wir begrüßen diese Zielsetzung, Effizienzgewinne durch die Vermeidung von Medienbrüchen zu erzielen.</i>
SIK ³²	X		<i>Das Hauptziel, die Schaffung einer modernen Rechtsgrundlage zur einheitlichen Handhabung der Personenidentifikation ist unbestritten. Die formulierte Zielsetzung ist korrekt. Die Einführung von sektoriellen Personenidentifikatoren und der vorgeschlagene Anschluss an den Id.-Server sind jedoch keine Beiträge zur Rationalisierung.</i>
SO ³³	X		<i>Eine automatisierte Datenaustausch wie er vorliegend mit SPIN's und einem ID-Server als Bindeglied ermöglicht werden soll, kann grundsätzlich den berechtigten Datenschutzanliegen der Bürgerinnen und Bürger gerecht werden... Zu prüfen ist, ob nicht in der BV eine verfassungsrechtliche Grundlage für die Einführung von SPIN's zu schaffen ist...weil durch die Verknüpfbarkeit von Personendaten einfacher Persönlichkeitsprofile erstellt werden könnten...Diese erhebliche Eingriff in das Grundrecht auf Datenschutz erfordert eine politische Diskussion und eine demokratische Abstützung in der Bevölkerung...mit dem vorgeschlagenen Anschlussrecht wird verschiedene kantonale Regelungen zur Folge haben. Ob dies zu mehr Effizienz beim Datenaustausch führt, ist mehr als fraglich. ...kann dem Problem von Medienbrüchen effizient begegnet werden.</i>
SP/PS ³⁴		X	<i>L'objectif d'harmoniser la tenue des registres afin de rationaliser la collecte est un mandat constitutionnel. La suppression des ruptures de médias ne doit pas se faire au détriment du mandat constitutionnel de protection des données de l'art. 13 al. 2 Cst. Nous sommes plutôt critique face au projet...celui-ci contient trop de zones d'ombre en regard de l'impératif fondamental de protection des données ...l'automatisation du traitement des données augmente le risque de dispersion...et accroît dangereusement la possibilité de leur exploitation pour un but différent de celui qui présidait lors de leur collecte... ...le but de l'interconnexion est en général un but sui generis, dont n'a ainsi pas connaissance l'individu...Nous ne sommes ainsi pas convaincus que les objectifs constitutionnels et légaux de la protection des données des personnes soient préservées avec le remplacement de l'identificateur fédéral de personnes universel par des identificateurs sectoriels de personnes. La séparation entre les différents registres nous semble ainsi insuffisante... Nous ne pensons dès lors pas que le présent projet réponde aux impératifs constitutionnels des articles 13 al. 2 et 65 Cst.</i>
SSV ³⁵	X		<i>...steht zu 100 Prozent hinter dieser Zielsetzung.</i>
SVEK ³⁶	X		<i>Die angestrebte gesetzlich geregelte Datenkommunikation zwischen amtlichen Personenregister ist dringend zu fördern [...] kann eine höhere Datenqualität und ein rascherer Datenaustausch erreicht werden.</i>
SVP/UDC ³⁷		X	<i>il convient de renoncer à introduire la loi SPIN. Au lieu d'inventer constamment de nouvelles institutions bureaucratiques et autres chicaneries, l'Office fédéral de la statistique serait bien inspiré de se fixer des priorités. Une de ces priorités est, aux yeux de l'UDC, le strict respect de la liberté et de la sphère privée des citoyens. En d'autres termes, cet office doit faire preuve d'une plus grande retenue.</i>
SZ ³⁸	X		<i>Die Zielsetzung ist sinnvoll.</i>
TG ³⁹	X		<i>Eine effektive Rationalisierung der Datentransfert...würde nur mit EPID erreicht</i>
TI ⁴⁰		(x)	<i>La comunicazione di dati personali, coma forma particolare di elaborazione, deve tradizionalmente servire all'adempimento di compiti pubblici e in tal senso deve rispondere ai principi di liceità (base legale), interesse pubblico, proporzionalità e finalità. La comunicazione di dati personali rimane e rimanere solo uno strumento per l'assolvimento di compiti legali e non divenire un fine... ...più discutibile è assolvere l'obiettivo mediante comunicazione costanti e vicendevoli di informazioni a carattere personale da un registro all'altro... E' peratro evidente che la connessione di registri tramite un numero d'identificazione personale, seppur settoriale, può contribuire – senza adeguate, comunque strutturate e onerose contromisure – ad accrescere i rischi di utilizzazione difforme dagli scopi originari, con seri pericoli di lesione della sfera privata dei cittadini ancorato nell'art. 13 cpv. 2 Cost.</i>
UR ⁴¹	X		<i>Diese Zielsetzung ist erstrebenswert...</i>
USAM ⁴²	X		<i>Diese Zielsetzung wird nicht bestritten.</i>

Q.1	Oui	Non	Remarques (citations), rationalisation de la communication
VD ⁴³	X		<i>En cette période d'économies, toute mesure visant à la rationalisation des procédures administratives ou statistiques est la bienvenue; on peut toutefois se demander si la création de numéros sectoriels permet d'y répondre vu la complexité de l'appareil qui devra être mis en place tant aux niveaux fédéral, cantonal que communal.</i>
VS ⁴⁴	X		<i>...nécessaire pour éviter les erreurs.</i>
VZIV ⁴⁵	X		<i>Heute bestehen in der Schweiz – aus historischen Gründen – mehrere Bevölkerungsregister (Einwohnerregister, Infostar, Ausländer-, Auslandschweizerregister-Vera). In den andern Ländern wird die Bevölkerung in einem einzigen, zentral geführten Register festgehalten...es konnte noch keine Vernetzung, die eine Vereinfachung, der gesetzlichen Aufgaben auf diesem Gebiet bietet, aufgebaut werden. Daher ist der Verband mit dem Ziel dieses Gesetzesentwurfes – Schaffung einer modernen Rechtsgrundlage zur einheitlichen Handhabung der Personenidentifikatoren in den Registern des Bundes – grundsätzlich einverstanden.</i> <i>...die verschiedenen Register müssen untereinander einen gemeinsamen Nenner erhalten, damit der Zugriff online erfolgen kann, was letztendlich zu einer Vereinfachung der Abläufe von gesetzlich vorgeschriebenen Aufgaben führen wird.</i>
ZG ⁴⁶		(x)	<i>Aus datenschutzrechtlicher Sicht ist diese Datenkommunikation jedoch als problematische zu werten, da der Gefahr des Totalabgleiches der Daten nicht genügend entgegengewirkt.</i>
ZH ⁴⁷	X		<i>...unterstützt die Zielsetzung des Gesetzesentwurfs, den Austausch von Personendaten zwischen den amtlichen Personenregistern zu automatisieren und damit zu vereinfachen. Erst die Vermeidung von Medienbrüchen ermöglicht die wirksame elektronische Abwicklung von Verwaltungsgeschäften innerhalb öffentlicher Verwaltung. Eine Rationalisierung wird nur erreicht, wenn ein universeller Personenidentifikator eingeführt wird.</i>

2. La solution proposée, qui envisage que l'on renonce à l'identificateur fédéral de personne universel prévu au départ, est-elle d'après vous toujours conforme aux besoins de la cyberadministration ?

Q.2	Oui	Non	Remarques (citations), besoins de la cyberadministration
AG		(X)	<i>Nun will aber der Bundesrat – offenbar wegen der geäusserten datenschützerischen Bedenken – von der Zielsetzung eines allgemeinen EPID abrücken. Wir bedauern dies. Die Einführung der SPIN mit der Möglichkeit des Datensaustauschs über den zentralen Server erzeugt unseres Erachtens mehr Risiken durch Falschkodierungen als Sicherheit bezüglich Datenschutz. Einen Ersatz der AHV-Nummer durch einen universellen EPID hätten wir im Sinne der Datenqualität und damit auch der Zuverlässigkeit als besseren Ansatz angebracht.</i> <i>Die vorgeschlagene Lösung dient der Forderung von E-Government und E-Administration. Sie ist jedoch suboptimal im Vergleich zu einer Lösung mit einem allgemeinen EPID.</i>
AI	X		Ja
ARh			
AVDCH		X	<i>Nous constatons que le résultat a été influencé par les acteurs chargés de l'application de la loi sur la protection des données personnelles. Nous comprenons cette démarche, mais sommes déçus que pour arriver au même résultat, on doive en passer par une procédure plus lourde et compliquée, avec un ordinateur fédéral uniquement dévolu à la conversion d'un identifiant sectoriel à un autre. Tous les acteurs auront à pâtir de ces lourdeurs supplémentaires. Nous sommes persuadés que cela influera aussi sur la composition des identifiants.</i>
BBA		X	<i>einige grundlegende Fragen der Datensicherheit und des Persönlichkeitsschutzes beim aktuellen Anwendungsstand keineswegs in befriedigender Weise geklärt sind.</i> <i>Zur konkreten Frage: Sektorielle Personenidentifikatoren verhindern nicht per se die Möglichkeiten zur Einführung von transaktionsfähigen Systemen für e-Government und e-Administration.</i>
BE		X	<i>Wir sind der Auffassung, dass die vorgeschlagene Lösung nur noch zum Teil der Förderung von eGovernment und eAdministration dient. Einschränkende Schwierigkeiten ergeben sich insbesondere im Zusammenhang mit der technischen Umsetzung...Mit dem Führen des EPID in allen Registern könnten die erwähnten Probleme (note: complexité du système ralentissant les performances, dépendance avec le serveur fédéral) gelöst werden.</i>
BE (Gde)		X	Teure Scheinlösung, Aufwand ohne Verbesserung
BL		X	<i>Abgesehen davon dass dieser Weg...nicht verfassungskonform ist, plädieren wir für einen EPID, unter Voraussetzung, dass die rechtlichen Grundlagen bestehen. Hingegen lehnen wir den SPIN ab...</i> <i>Der Regierungsrat...begrüssst die Einführung eines EPID und spricht sich gegen SPIN aus. Für die Führung des EPID und die vorgängige, allgemeine Registerharmonisierung ist es unumgänglich, die Bundesverfassung entsprechend zu ergänzen. Dies erscheint rechtlich wie auch politisch als der sauberste Weg. Vor der erwähnten Verfassungsänderung soll im Rahmen des Registerharmonisierungsgesetzes ein spezifischer Personenidentifikator für die Statistik eingeführt werden, anhand dessen Erfahrungen für die Verfassungsnorm sowie für den darauf basierenden, umfassenden Personenidentifikatoren gewonnen werden können.</i>
BS	X		<i>Dass eine Person nicht allen Registern mit dem gleichen Identifikator, sondern je nach Verwaltungssektor mit unterschiedlichen Personenidentifikatoren geführt werden soll, mag das Verfahren leicht verkompliziert, dafür wird das Risiko für allfällige Missbräuche der persönlichen Daten minimiert.</i>
CSP	X		...dient immer noch der Förderung...
Digisigna		x	<i>Die Verwendung der Personenidentifikatoren durch den Bürger ist nicht vorgesehen. Somit dient dieses Bundesgesetz nicht zur Förderung von eGovernment, das heisst zur Abwicklung des Verkehrs zwischen Bürger und Wirtschaft auf der einen Seite und Behörde auf der anderen Seite. Wir bedauern diese Tatsache. eGovernment- Anwendungen werden sich deshalb auf bisherige anwendungsspezifische Identifikatoren abstützen müssen. Dadurch entsteht viel Redundanz in Anwendungen und die Fehleranfälligkeit wird erhöht. Gerade in personenbezogenen Anwendungen sind Fehler seitens Behörde auf der einen Seite und Wirtschaft auf der anderen Seite sehr heikel. Sie können zu Diskriminierung von Personen führen, welche bei Verwendung einer Schweizweit eindeutigen Identifikationsnummer vermeidbar wären. Es ist nicht einzusehen, weshalb sektorielle Personenidentifikatoren den Datenschutz verbessern sollen. Damit wird ein komplexes System aufgebaut, welches die Fehleranfälligkeit erhöht und damit den Datenschutz verschlechtert. Ein Schweizweit eindeutiger Personenidentifikator, welcher als Sekundär-Identifikator in jedem Register verwendet wird, führt zu einer klaren Situation für den Bürger, dessen Daten in Registern der verschiedenen Sektoren verwaltet werden. Das Amtsgeheimnis als rechtlicher Rahmen, sowie saubere technische Zugriffskontrollen sind besser geeignet, um</i>

Q.2	Oui	Non	Remarques (citations), besoins de la cyberadministration
			Missbrauch zu verhindern. Zudem können weitere technische Massnahmen wie Anonymisierung durch Hash-Funktionen getroffen werden. Für den Datenschutz entscheidend ist das Recht des Bürgers, von Daten Kenntnis zu bekommen, welche über ihn aufgezeichnet sind. Dieses Recht ist bei Verwendung eines Schweizweit eindeutigen Personenidentifikators besser gewährleistet als bei sektoriellen Personenidentifikatoren. Die eAdministration wird sicher verbessert. Ein universeller eidg. Personenidentifikator würde aber den Aufwand erheblich vermindern. Bezüglich eGovernment, das heisst Verkehr zwischen Behörde und Bürger, ist jedoch der Nutzen nicht ersichtlich, wenn der Bürger den Wert des Personenidentifikators nicht kennen soll. Zum Beispiel ist es für einen allfälligen künftigen Einsatz von elektronischen Zertifikaten wünschenswert, dass diese einen Personenidentifikator enthalten. Aus Gründen der Transparenz muss ein Halter den Inhalt des Zertifikates kennen. Der Wert eines Zertifikates wird vermindert, wenn dieses nicht sowohl im Bereich Sozialversicherung als auch im Bereich Bevölkerung verwendet werden kann. Deshalb ist ein universeller Personenidentifikator einem sektoriellen vorzuziehen. Somit ist die Frage 2 bezüglich eGovernment mit „nein“ zu beantworten.
DSB		X	Ein Personenidentifikator (PIN) beeinträchtigt das Grundrecht auf Datenschutz durch die entstehende erleichterte Abgleichungsmöglichkeit. Mit dem nun vorgeschlagenen Modell der sektoriellen Personenidentifikatoren kommt der Bund seiner Schutzpflicht nicht nach.
eCH	(x)	X	Grundsätzlich ja, sie ist jedoch administrativ und technisch deutlich teurer und aufwändiger. Sie wird insbesondere die Realisierung sektorübergreifender Lösungen behindern. Sie wird ausserdem dazu beitragen, dass elektronische Zertifikate im Behördenverkehr noch weniger attraktiv werden. 1. Generelle Bemerkungen Nach eingehender Prüfung der Vernehmlassungsunterlagen ist der Verein eCH überzeugt, dass der ursprünglich angestrebte einheitliche, universelle Personenidentifikator (EPID/UniPID) für alle Aufgabenbereiche der öffentlichen Verwaltung aus drei Gründen besser geeignet ist als die vorgeschlagenen sechs sektoriellen Personenidentifikatoren (SPIN): 1. Datenschutz Mit heutigen Techniken, Methoden und Verfahren (z.B. Datamining, Data Warehouse) können Personendaten auch ohne sektorielle oder universelle Personenidentifikatoren zusammengeführt werden. Dies ist aus Sicht des Datenschutzes heikel. Leider bieten auch sektorielle Personenidentifikatoren keinen sicheren Schutz vor Missbrauch. Am sichersten ist der universelle Personenidentifikator. Mit einfachen Verfahren (Einweg Hash-Funktion für Namen und Vornamen für statistische Verwendung, Weglassung von Datenelementen, Zugriffsregelung auf Feldebene) kann die unberechtigte Verwendung personenbezogener Daten verhindert werden. 2. Wirtschaftlichkeit und Nutzen Der Kommentar zum Gesetzesentwurf sagt auf Seite 23, dass die Realisierung eines universellen Personenidentifikators grösseren Nutzen spenden würde. Die unterbreitete SPIN-Lösung ist organisatorisch aufwändiger. Sektorübergreifende Prozesse setzen die Pflege der verschiedenen sektoriellen Personenidentifikatoren bei einem zentralen Identifikationsserver des Bundes und bei den Ausgangs- und Zielsystemen aus. Die vorgeschlagene Lösung erhöht den Aufwand und steigert die Fehlerwahrscheinlichkeit. Beim universellen Personenidentifikator ist kein zentraler Umsetzungsserver erforderlich, der Aufbau und die Pflege entfallen. 3. Betriebssicherheit Ist der zentrale Identifikationsserver z.B. wegen einer Softwarepanne oder einem Netzausfall nicht verfügbar, so ist die sektorübergreifende, elektronische Verwaltungstätigkeit nicht möglich. Es ist nicht sinnvoll, sich unnötigerweise in eine Abhängigkeit zu begeben, die es beim universellen Personenidentifikator gar nicht gibt. Aus den genannten Gründen empfiehlt der Verein eCH mit Nachdruck, die im ersten Gesetzesentwurf vorgesehene Lösung des universellen Personenidentifikators zu realisieren. Der universelle Personenidentifikator schafft die Voraussetzung, dass der elektronische Datenaustausch zwischen Verwaltungseinheiten auch Staatsebenen-übergreifend wirtschaftlich, rasch und sicher gestaltet werden kann. Datenschutzrechtliche Bedenken können durch die Verwendung zeitgemässer IT-Tools entkräftet werden. Der sektorielle Personenidentifikator ist mit zu grossen organisatorischen, wirtschaftlichen und technischen Nachteilen verbunden, die nicht beseitigt werden können.
EDSB ETH ZH		X (x)	E-Government und E-Administration sind an sich überhaupt keine förderungswürdigen Bereiche, sondern ausschliesslich Mittel zum Zweck. Förderungswürdig ist eine effektive und effiziente Verwaltung; dazu muss diese heute selbstverständlich auch geeignete Informatikmittel einsetzen und deren effiziente Nutzung sicherstellen, namentlich durch die Vermeidung von Medienbrüchen. Die vorgeschlagene Lösung mit den SPIN ist weniger effizient als ein EPID, aber vom Konzept her immer noch eine wesentliche Verbesserung gegenüber den heutigen Verhältnissen.
FMH	X		Der Verzicht auf einen universellen eidgenössischen Personenidentifikator ist richtig. Für die Identifikations- und Authentisierungsmechanismen innerhalb des Gesundheitswesens besteht die Notwendigkeit eines "Unique Patient Identifier" (UPI) der aus Gründen des Persönlichkeitsschutzes erstens sicher sein muss (im Gegensatz zur NNSS), und zweitens völlig unabhängig von anderen Sektoren und Bereichen.

Q.2	Oui	Non	Remarques (citations), besoins de la cyberadministration
FR	(x)		A titre préliminaire, nous tenons à relever que nous regrettons l'abandon d'un identificateur fédéral de personnes universel...Il est également important de relever que la création d'un numéro SPIN unique aux services concernés, notamment pour celui de l'état civil risque d'être difficilement gérable pour les Services en charge de l'état civil, dans la mesure où tous les numéros INFOSTAR des personnes transférées des registres en papier des offices de l'état civil sont reportés à la main dans lesdits registres, à côté de la personne concernée. Au cas où un numérique unique serait créé avec effet rétroactif, ce serait très lourd de conséquences pour l'état civil, car il faudrait tout reprendre à zéro... ...il convient de se poser la question de savoir si les exigences de la protection des données doivent avoir le pas sur la possibilité de disposer d'accès immédiats à l'ensemble des profils d'une personne...Le but principe est de séparer clairement les systèmes d'informations. Par contre, nous estimons que le citoyen ne doit connaître qu'un seul identifiant pour ses relations avec tous les niveaux de l'administration et non six.
GE	(x)		Il est évident que la solution proposée est plus complexe et coûteuse que celle prévoyant un identificateur de personne universel...Ce choix a été fait par la Confédération dans le but de donner la priorité à l'intérêt du citoyen au respect de la protection de ses données personnelles. La question posée semble remettre en cause ce choix pour changer de cap et considérer que les besoins de l'informatique priment sur l'intérêt de la personne. Nous ne partageons pas ce point de vue.
GL		X	...verhindert die Förderung von E-Government und E-Administration. Einschränkende Schwierigkeiten ergeben sich insbesondere im Zusammenhang mit der technischen Umsetzung... Ein einziger EPID gepaart mit allen nötigen flankierenden Massnahmen dürfte die staatliche Schutzpflicht die staatliche Schutzpflicht direkter und effizienter gewährleisten als das vorgeschlagene Modell, das de facto einem virtuellen EPID entspricht... Sollte sich die Einführung eines EPID aus datenschutzrechtlichen Gründen nicht realisieren lassen, so ist auf die Einführung eines SPIN-Gesetzes gänzlich zu verzichten.
GR		X	...die Einführung von sechs sektoriellen Personenidentifikatoren stellt letztlich einzig um eine Umlagerung der Medienbrüche dar, welche sodann mit einem ID-Server behoben werden müssen. Damit kann lediglich von einer begrenzten Förderung von e-Government...gesprochen werden...einer tatsächlichen Förderung wäre...nur mittels der Einführung eines EPID zu realisieren.
ICT		(x)	...Forderungswürdig ist eine effektive und effiziente Verwaltung; dazu muss diese heute selbstverständlich auch geeignete Informatikmittel einsetzen und deren effiziente Nutzung sicherstellen, namentlich durch die Vermeidung von Medienbrüchen. Die vorgeschlagene Lösung mit den SPIN ist weit weniger effizient als ein EPID, aber vom Konzept her immer noch eine wesentliche Verbesserung gegenüber den heutigen Verhältnissen, sofern die Sektoralisierung nicht übertrieben. Ein hoher Nettonutzen kann und muss erreicht werden, auch unter Berücksichtigung berechtigter Datenschutzvorbehalte.
JU		(x)	Le concept retenu ne remet pas en cause les besoins et les performances d'une cyberadministration. Il entrave toutefois les efforts et les progrès allant dans ce sens. ...compromis insatisfaisant. L'heure est en effet aux économies et à la recherche de l'efficacité. Or, il est évident que la solution ... va considérablement augmenter les coûts et compliquer les procédures à tous les niveaux. La majorité des pays européens se sont résolus à travailler avec un identificateur universel de personne. Ils sont donc parvenus à surmonter les difficultés liées à la protection de la sphère privée...Le système d'identification sectorielle des personnes est certes aussi une solution. Mais il n'est de loin pas le plus rationnel et le plus efficace. Le Gouvernement opte...pour un concept d'identificateur unique et propose un renforcement de la législation, par des dispositions pénales bien ajustées, afin d'éviter des abus à l'encontre de la sphère privée.
KZIV		X	
LU		X	Wir bedauern sehr, dass die Schaffung eines EPID...zu Gunsten von SPIN aufgegeben wurde. Sektorielle Identifikatoren dienen der Förderung von E-Government und E-Administration wiet weniger als ein universeller Identifikator. Die administrativen Prozesse...werden aufwändiger, teurer und intransparenter. Die vorgeschlagene Lösung ist insofern auch nicht bürgerfreundlich... Es werden zusätzliche, komplizierte und fehleranfällige Datenflüsse generiert, die das Risiko das Datenmissbrauchs keineswegs vermindern...Wir sind überzeugt, dass einem universellen Personenidentifikator der Datenschutz durch flankierende Massnahmen direkter und effizienter gewährleistet werden kann...(wir) halten stattdessen dafür, dass ein universeller Personenidentifikator eingeführt werden sollte. In diesem schlagen wir vor, die Schaffung der notwendigen, heute aber fehlenden Verfassungsgrundlage an die Hand zu nehmen. Innerhalb dieses Prozesses sollte auch die ebenfalls notwendigen Diskussion zum Datenschutz stattfinden.
NE		X	L'utilisation de plusieurs identificateurs posera des problèmes très importants et limitera grandement le développement de la cyberadministration au niveau suisse. La grande difficulté de la cyberadministration consiste justement à garantir la qualité et la confidentialité des données transmises vers les usagers comme des usagers vers les administrations. Cela n'est possible que si les bases de données sont en ligne et reliées techniquement par des identifiants communs.

Q.2	Oui	Non	Remarques (citations), besoins de la cyberadministration
			<i>Il est donc évident qu'au niveau de la cyberadministration, nous ne pourrions pas nous appuyer sur l'identifiant unique et qu'ainsi chaque canton devra créer son propre identifiant. Dans ce secteur, la position de la Confédération affaiblit par conséquent le développement de la cyberadministration.</i> <i>nous vous confirmons notre désaccord sur le projet de la LSPIN, motivé par les difficultés de réalisation qu'elle implique et par les coûts qu'elle engendrerait. Nous estimons que la sécurité des données peut être assurée en utilisant des moyens plus simples et moins onéreux.</i>
NW		X	<i>Wir bedauern den Entscheid über den Verzicht auf einen EPID...Etliche skandinavische Länder sowie Österreich haben bereits einen verwaltungsweiten Personenidentifikator, welcher den Datenschutzrichtlinien im EU-Raum vollauf genügt...Wie bereits festgestellt können wir dem Verzicht auf einen EPID kein Verständnis entgegenbringen. Die Gelegenheit wird versäumt, wirkliche Rationalisierung zu erreichen, vor allem dem Hintergrund von e-Government und e-Administration. Wir lehnen daher diese Vorlage ab.</i>
SBV	X		Ja
SGV		(x)	...wäre ein „universeller“ PIN nicht idealer gewesen, um die angestrebten Ziele zu erreichen?
SH		X	<i>Die damals vorgeschlagene Schaffung von universellen, eidgenössischen Personenidentifikatoren für administrative Zwecke, die gleichzeitig auch für die Statistik verwendet werden können, wurde von den meisten Vernehmlassungsadressaten – so auch vom Kanton Schaffhausen – positiv aufgenommen. Aus Rücksicht auf datenschutzrechtliche Aspekte nimmt der Bund nun £Abstand von ...[diesen] Vorschlag...Hinzu kommt, dass die Einführung sektorieller Personenidentifikator kein Garant ist zur Vermeidung von Missbräuchen, denn unter Verwendung moderner IT-Verfahren können widerrechtliche Verknüpfungen auch über Registersektoren hinweg erstellt werden...</i> <i>Die im Bereich der e-Technologie führenden Länder arbeiten allesamt mit einem universellen Personenidentifikator. Die Praxis zeigt also, dass diese relativ einfache Lösung zweckmässig und effizient ist. Mit der vorgeschlagenen SPIN-Lösung würde die Schweiz ein einzigartig kompliziertes System einführen, das nicht nur beim Aufbau, sondern auch bei jedem künftigen Weiterausbau unnötige Kosten und Datenschutzprobleme verursachen würde. Die vorgeschlagene SPIN-Lösung könnte die Förderung von E-Government und E-Administration demgemäss eher beeinträchtigen.</i>
SIK		X	<i>Die SIK ist überzeugt, dass der ursprünglich angestrebte einheitliche, universelle Personenidentifikator (EPID/UniPID) für alle Bereiche der Verwaltung besser geeignet ist als die vorgeschlagenen sektoriellen Personenidentifikatoren (SPIN)... In der Diskussion über den Datenschutz in Zusammenhang mit der Identifikation bzw. Identifikationsnummern herrscht ein fundamentales Missverständnis, das in der Aussage „ein EPID erleichtert den Zugriff zu den Daten der betroffenen Person“ oder gar als Variante „ein EPID erleichtert den Zusammenschluss von Daten über eine Person“ (Profil, usw.) Niederschlag findet.</i> <i>Dem ist aber in keiner Weise so. In der Tat sind zumal Zugriff zu einer Datei und Zugriff zu den Daten einer Person in dieser Datei zu unterscheiden. Niemand Seriöser behauptet, dass ein EPID den Zugriff zu einer - im allgemeinen geschützten - Datei in irgendeiner Weise erleichtern kann. Hingegen gibt es viele Leute, die tatsächlich glauben, dass man mit einem EPID, falls man den Zugriff zur Datei hat, die Daten einer Person innerhalb der Datei leichter suchen kann. Dem ist auch nicht so, denn ein Zugriff ist mit anderen Merkmalen wie Namen, Vornamen usw. auch leicht möglich für denjenigen, der sich auf illegale Weise den Zugriff auf eine Datei verschafft haben...</i> Nein. <i>Vorbemerkung: E-Government und E-Administration sind nur insofern förderungswürdige Bereiche, als sie eine effektive und effiziente Verwaltung unterstützen.</i> <i>Die vorgeschlagene Lösung ist extrem aufwändiger in der Handhabung als die EPID-Lösung und bremst mit dem Verzicht auf den EPID die Entwicklung des eGovernment. Sie wird kaum auf Verständnis der Bevölkerung stossen (welcher Bürger wird gerne sehen, dass seine Steuergelder so verschwendet und seine eigenen Kontakte zur Verwaltung so komplex gemacht werden?).</i> <i>Beispiel: Der Bürger kann sich ohne Identifikatoren nur mühsam per Internet identifizieren. Da er aber seine SPIN nicht kennen darf (vgl. Art. 12), muss er jedes Mal seine Identifikationsmerkmale angeben, was für ihn eine Hürde darstellen wird, die den Internetverkehr sinnlos machen kann.</i> <i>Sollte die vorgeschlagene Lösung trotzdem umgesetzt werden, so muss man sich bewusst sein, dass ein Vorteil für die gesuchte Förderung des E-Government nur dann vorliegen kann, wenn die Person ihre Identifikatoren kennt (evtl. mit Vorbehalt im Bezug auf Strafverfolgung)...</i> <i>Trotz unserem Verständnis für die psychologischen Momente, die im Hintergrund stehen, erachten wir den Grundsatz, dass die Bildung und Verwendung von 6 SPIN den notwendigen Datenschutz besser als ein EPID garantieren können, als völlig falsch. Im Gegensatz dazu birgt diese Lösung die grosse Gefahr, dass sich ihre unfassbare Komplexität in datenschutzwidrige Abläufe niederschlägt.</i> <i>Die Annahme, dass bei sektoriellen Personenidentifikatoren eine widerrechtliche Verknüpfung von Personendaten, nicht mehr möglich sein soll, wurde nota bene in keinem der Dokumente der Vernehmlassung durch eine konkrete Begründung untermauert.</i> <i>Eine erleichtert den Zugriff auf Daten sachlich gesehen überhaupt nicht. Eine SPIN bietet keinen zusätzlichen, wirksamen Datenschutz - als ein EPID - gegen Behörden, Personenkreise oder Personen, die bereit sind, in geschützte Dateien illegal einzugreifen.</i> <i>Die Lösung mit 6 sektoriellen SPIN ist eindeutig nicht zielgerichtet, nicht zweckmässig, nicht</i>

Q.2	Oui	Non	Remarques (citations), besoins de la cyberadministration
			effizient. Aus den genannten Gründen empfiehlt die SIK mit Nachdruck, die im ersten Gesetzesentwurf vorgesehene Lösung des EPID zu realisieren. Der universelle Personenidentifikator schafft die Voraussetzung, dass der elektronische Datenaustausch zwischen Verwaltungs(einheiten) und mit den Bürgern und Organisationen wirtschaftlich, rasch und sicher gestaltet werden kann. Datenschutzrechtliche Bedenken können durch andere Mittel und Rechtsnormen, inkl. der Verwendung zeitgemässer ICT-Tools entkräftet werden. Die SIK empfiehlt, auf die SPIN-Lösung total zu verzichten (lieber den Status quo als diese SPIN-Lösung). Sie versteht nicht, dass eine solche Lösung entwickelt wurde, nachdem sich die überwiegende Mehrheit der Kantone (23) 2003 in der ersten Vernehmlassung für die Schaffung eines universellen Personenidentifikators EPID als Mittel für eine effiziente Geschäftsabwicklung mit elektronischem Datenaustausch ausgesprochen hat.
SO	X		...dient ohne Zweifel immer noch der Förderung...Das Vertrauen...in E-Government und E-Administration hängt wesentlich davon ab, dass schweizweit neue Lösungen wie diejenige der SPIN's und des ID-Servers auf einen klaren verfassungsrechtlichen, demokratisch abgestützten Grundlage basieren und das Risiko von Missbräuchen mit angemessen organisatorischen und technischen Massnahmen zumindest auf ein Minimum reduziert werden kann.
SP PS		X	Nous saluons ce renoncement. ...nous ne sommes ainsi pas convaincus que les objectifs constitutionnels et légaux de la protection des données des personnes soient préservés avec le remplacement de l'identificateur fédéral de personnes universel par des identificateurs sectoriels de personnes. La séparation entre les différents registres nous semble ainsi insuffisante...
SSV		(x)	Wir sind der klaren Auffassung, dass mit einer einheitlich PID und dezentralen Datenherrschaften dem Datenschutz mehr gedient wäre als mit zentralisierungsprojekten und sektoriellen PID's...Nun wollen wir aber die Lancierung des Projektes nicht verzögern, weil wir der Meinung sind, dass die Stossrichtung stimmt. Wir begrüssen daher die etappenweise Einführung der SPING und geben unserer Hoffnung Ausdruck, dass bis zur Umsetzung der zweiten Etappe ein generelles Umdenken stattfinden wird, so dass die weiteren Etappen hinfällig werden. Eine Förderungsabsicht ist dem Projekt nicht abzusprechen. Allerdings sehen wir in diesem Vorschlag nicht die optimale Lösung. Zusätzlich stellen wir uns ernsthaft die Frage, wie weit Kosten-/Nutzenbetrachtungen als gleichberechtigtes Argument in die Beurteilung eingeflossen sind. Wir bedauern daher den Verzicht auf einen universellen PIN im Sinne von EPID und sehen als Folge des SPING-Konzepts erhebliche Erschwernisse voraus.
SVEK		X	Wie andere moderne europäische Staaten beweisen, lässt sich auch mit einem EPID der Datenschutz ausreichend halten. Sollte die Sektoralisierung unerlässlich sein, sind möglichst wenige Sektor-Bereiche anzustreben.
SZ		(x)	Einleitend möchten wir unser Bedauern ausdrücken, dass der Bundesrat im Gesetzesentwurf von einem EPID abgerückt ist, obwohl die grosse Mehrheit der Vernehmlassungsadressaten einen solchen begrüsst hat, Damit hat er sich den Bedenken einer kleinen Minderheit gebeugt, womit der Datenschutz einmal mehr fortschrittliches und effizientes Handeln der Verwaltung erschwert und zudem als Kostentreiber wirkt. Die Erfahrung einer ganzen Reihe von europäischen Ländern, die universelle Personenidentifikatoren ohne Verwerfungen beim Datenschutz einsetzen, müsste motivieren, diesen Weg auch in der Schweiz zu prüfen. Nur noch mit Vorbehalt. Im Kommentar selbst (S.23) wird ausgeführt, dass ein einziger Personenidentifikator einen viel höheren Nutzen hätte als die vorgeschlagen sektoriellen Identifikatoren.
TG		(X)	Es ist aber festzustellen, dass ein EPID weitaus effizienter wäre...Zu prüfen ist deshalb, ob das Ausweichen auf SPIN wirklich der einzige Weg ist, um den Erfordernissen des Datenschutzes zu tragen... Fraglich ist, ob der erforderliche Aufwand im Sinne der Zielsetzung noch zu vertreten ist. Aus diesem Blickwinkel ist ebenfalls ein verwaltungsweiter Personenidentifikator vorzuziehen.
TI		(x)	..., riteniamo che la rinuncia ad un identificativo unico non fa che rallentare e rendere più difficile e soprattutto costosa qualsiasi iniziativa in questo campo. Inoltre, la dipendenza da un'unica infrastruttura centrale aumenta la vulnerabilità del sistema...Siamo dell'opinione che l'adozione dello SPIN non sfavorisce le soluzioni e-government, ma le rallenta in modo significativo con il risultato che la Svizzera farà sempre più fatica a tenere il passo rispetto agli altri Paesi. ...Il disegno di legge tiene conto dei dubbi espressi in merito alla protezione dei dati e della personalità che non avevamo mancato di far notare nella nostra già citata presa di posizione.. proponendo non più un identificatore personale federale universale (IPF), bensì identificatori personali settoriali con un server centrale di identificazione e comunicazione. Pur essendo coscienti che l'implementazione dell'IPF sarebbe stata la soluzione ideale, ma le basi legali non che permettono la concretizzazione, sosteniamo tale progetto anche se la sua gestione risulta essere più complessa e delicata...
UR		X	Der Regierungsrat bedauert, dass die Variante eines einzigen eidgenössischen Personenidentifikators nicht mehr vorgeschlagen wird... Mit einem System von mehreren, miteinander kommunizierenden Personenidentifikatoren allein kann dem Anliegen des Persönlichkeitsschutzes kaum besser Rechnung getragen und der Gefahr

Q.2	Oui	Non	Remarques (citations), besoins de la cyberadministration
			widerrechtlicher Datenverknüpfung kaum wirkungsvoller begegnet werden, als mit der Einführung eines einheitlichen Identifikators. Es handelt sich um eine kostenintensive Scheinlösung. Der Datenschutz ist unbestritten ein wichtiges Anliegen. Ein einziger eidgenössischer Personenidentifikator gepaart mit allen nötigen flankierenden Massnahmen dürfte die staatliche Schutzpflicht jedoch direkter und effizienter gewährleisten als das vorgeschlagene Modell miteinander kommunizierender sektorieller Personenidentifikatoren, das de facto einem virtuellen eidgenössischen Personenidentifikator entspricht... Nebst dem Datenschutz haben die Individuen auch Anspruch, dass erhobene Daten rationell genutzt werden und sie die gleichen Daten nicht bei jeder Gelegenheit wieder neu angeben müssen... Infostar ist nicht bloss ein Beurkundungssystem für Zivilstandsereignisse... Mit der Aufnahme einer Person wird automatisch eine nicht sprechende Nummer vergeben, welche die sichere Identifikation einer Person erlaubt. Diese Nummer erfüllt die Erfordernisse eines Personenidentifikators... Den Kantonen dürfen deshalb keinerlei Kosten für eine Doppelspurigkeit, wie ihn der vorgeschlagene Identifikationsserver darstellt, überbunden werden. Die vorgeschlagene Lösung dient der Förderung von E-Government und E-Administration aufgrund der komplizierten Verfahrensausgestaltung weniger effizient. Einschränkende Schwierigkeiten ergeben sich insbesondere im Zusammenhang mit der technischen Umsetzung... Es ist zu befürchten, dass die Kantone und Gemeinden eine zusätzliche, eigene Nummer kreieren, um die verschiedenen Datenbestände bewirtschaften zu können.
USAM		X	Wir sind der festen Überzeugung, dass ein EPID im Hinblick auf die Förderung...wesentlich bessere Möglichkeiten bieten würde...Das Anliegen des Datenschutzes kann bei einem System mit einem EPID genug so gut genüge getan werden...Aus diesem Gründe lehnen wir das abgeänderte System ab...
VD		X	L'abandon de l'identificateur fédéral de personne est regrettable, car c'est le moyen le plus rationnel de répondre aux besoins administratifs et statistiques. L'introduction de numéros sectoriels compliquera inutilement les procédures, entraînant des coûts supplémentaires... Si l'art. 3 al. 3 est appliqué de façon trop restreinte, il freinera les échanges qui existent déjà entre les registres cantonaux et/ou communaux, occasionnant un retour en arrière inacceptable. Tout l'argumentaire repose sur la nécessité de mettre en place un système coordonné d'identificateurs pour garantir l'identification correcte des personnes par les autorités en charge des dossiers. Dans ce cadre-là, le Conseil d'Etat a de la peine à comprendre que l'on multiplie les identificateurs de personnes (SPIN) en lieu et place d'adopter un numéro unique. Au surplus, il sied de relever que de toutes les façons, le projet prévoit qu'il existera bien un serveur central, appelé serveur d'identification, lequel contiendra toutes les données pouvant servir à l'établissement d'un identificateur unique. Au vu de ce résultat et compte tenu de la période de ressources financières rares que nous vivons, il est étonnant de voir proposer un système qualifié de "plus coûteux et un peu moins performant sur le plan administratif" qu'un système fondé sur l'identificateur unique.
VS		X	...nous regrettons l'option (SPIN)...en lieu et place de l'EPID prévu initialement et ce, pour des raisons de coût et d'utilisation pratique, ainsi que pour éviter les risques d'erreurs... La protection des données peut être aisément garantie par la limitation des accès et des données disponibles.
VZIV			Wenn die Informatisierung der Verwaltung künftig nicht an den Schnittstellen der einzelnen Verwaltungseinheiten Halt machen muss, müssen alle technischen und administrativen Möglichkeiten ausgeschöpft werden; sei es mittels eines Personenidentifikators oder von sektoriellen Personenidentifikatoren.
ZG		x	Im Hinblick auf E-Government und E-Administration wäre ein universeller verwaltungsweiter Personenidentifikator klarer, administrativ rationeller sowie gesamthaft kostengünstiger und somit der sektoriellen Personen-ID vorzuziehen.
ZH		(x)	Grundsätzlich dient die vorgeschlagene Lösung immer noch der Förderung von E-Government und E-Administration, aber sie ist viel aufwendiger in der Handhabung. Sie schränkt die Betriebssicherheit durch die Abhängigkeit vom zentralen ID-Server beim Bund unnötig ein. Die Lösung eines SPIN erschwert auf Gemeindeebene die Zusammenarbeit zwischen Einwohnerregister und Steuerregister...Die Schweiz würde ein einzigartig kompliziertes System aufbauen, das nicht nur beim Aufbau, sondern auch bei jedem künftigen Weiterausbau unnötige Kosten und Datenschutzprobleme verursachen würde. Eine wirksame Förderung von E-Government ist nur mit einem EPID möglich.... Wir sind der Meinung, dass eine wirksame Rationalisierung des Datentransfers nur mit der Einführung eines EPID erreicht werden kann...Problematische ist die SPIN-Lösung sodann unter dem Gesichtspunkt der Betriebssicherheit...Den schwer wiegenden Nachteilen stehen kaum Vorteile gegenüber. Die Einführung sektorieller Personenidentifikatoren ist kein Garant zur Verhinderung von Missbrauch. Mit den heutigen Techniken, Methoden und Verfahren (z. B. Datamining, Data Warehouse) könnten Personendaten auch ohne Personenidentifikator so zusammengeführt werden, dass datenschutzrechtlich problematische Personenprofile entstünden. Die Erfahrungen einer ganzen Reihe von europäischen Staaten zeigen, dass universelle Personenidentifikator ohne Verwerfungen beim Datenschutz eingesetzt werden können.

3. Que pensez-vous de la proposition de regrouper en un seul secteur les registres du domaine de la population ?

Q.3	Oui	Non	Remarques (citations), secteur population
AG	X		<i>Die Zusammenfassung der Register... ist sachlich gerechtfertigt und wird begrüsst.</i>
AI	X		<i>...unterstützt</i>
AVDCH	X		<i>Nous sommes favorables à cette démarche. Nous demandons simplement qu'elle ne soit pas à sens unique, à savoir que d'autres acteurs aient un accès facilité à nos données et que nous ne puissions toujours pas consulter INFOSTAR, par exemple.</i>
BBA		X	<i>Grundsätzlich teilen wir die Haltung, dass Gesetze nicht übermässig mit Detailregulierungen belastet werden sollen.</i>
BE	X		<i>...grundsätzlich als sinnvoll. Allerdings werden damit die Bedürfnisse der Kantone nicht vollumfänglich abgedeckt...Aus Gründen der Klarheit ist bereits im Gesetz festzuhalten, dass diese enge sektoruelle Zuteilung nur für Register des Bundes gilt und die Kantone in diesem Bereich abweichende gesetzliche Regelungen treffen können.</i>
BE (Gde)	X		<i>Minimallösung</i>
BL		X	<i>Cf. réponse pt. 2</i>
BS	X		<i>Die Gliederung ...ist logisch und nachvollziehbar...Aus polizeilicher Sicht stellt sich grundsätzlich die Frage der Verknüpfung des Sektors „Bevölkerung“ und des Sektors „Strafverfolgung“. Aus Sicht einer Verkehrszulassungsbehörde sind bis auf die Strafverfolgung (Verkehrsdelikte) sämtliche benötigten Bereiche abgedeckt.</i>
CSP	X		<i>...gut.</i>
Digisigna	X		<i>Ein einheitlicher Personenidentifikator innerhalb des Sektors Bevölkerung erbringt dasselbe Resultat wie die Vereinigung der Register. Ohne einheitlichen Personenidentifikator ist die Vereinigung der Register im Bereich Bevölkerung zwingend, wenn Harmonisierung die Zielsetzung ist. Die vorgeschlagene Einführung von sektoriellen Personenidentifikatoren anstelle eines einheitlichen eidgenössischen Personenidentifikators führt zu einem komplexen und teuren System, welches fehleranfällig ist, und damit den Datenschutz nicht verbessert, sondern eher verschlechtert.</i>
DSB		X	<i>Die im Entwurf aufgeführten Sektoren gibt es als solche in der heutigen Verwaltungsstruktur nicht. Die im Gesetz erwähnten Bezeichnungen sind nichts anders als Namen bzw. Labels. Entsprechend ist die Darstellung, es werde "pro Verwaltungssektor ... ein separater Identifikator verwendet" nicht aussagekräftig. Der erste und unentbehrliche Schritt in Richtung Definition der Sektoren besteht darin, die betroffenen Register zu nennen. Danach ist zu untersuchen, welche sektorübergreifenden Prozesse mit dem zu schaffenden Registerverbund unterstützt werden sollen. Im übrigen dürfte die Bildung eines Sektors „Bevölkerung“ auf die Einrichtung eines eidgenössischen Bevölkerungsregisters hinauslaufen, dessen Schaffung aufgrund der bestehenden Kompetenzen von Bund und Kantonen mindestens derzeit nicht möglich ist.</i>
eCH	X		<i>Sofern kein einheitlicher Personenidentifikator eingeführt wird, ist die Vereinigung der Register im Bereich Bevölkerung zu einem Sektor nötig. Andernfalls würden künstliche Grenzen aufgebaut, welche die Zusammenarbeit massiv erschweren und verteuern würden. Dabei ist auch zu berücksichtigen, dass in kleineren Gemeinden nicht selten dieselbe Person oder zumindest Verwaltungseinheit für alle Personenregister zuständig ist.</i>
EDSB		x	
ETH ZH	X		<i>Das ist richtig und notwendig und wird auch von der Öffentlichkeit verstanden, wenn ihr gezeigt wird, dass "der normale Bürger, die normale Bürgerin" ein hohes Interesse an einer klaren Identifikation aller Leute in unserem Land haben, während gleichzeitig ihre Privatsphäre durch wirksame gesetzliche Regelungen genügend geschützt wird.</i>
FMH	X		<i>Dies ist richtig und notwendig. Aus derselben Logik heraus, welche zur Schaffung eines "Sektor Bevölkerung" geführt hat, muss aber auch ein eigener "Sektor Gesundheitswesen" geschaffen werden. Es ist nicht nachvollziehbar, dass für das Gesundheitswesen kein eigener Sektor geschaffen werden soll... Die Schaffung eines "Sektor Sozialversicherungen" (vgl. Art. 3 Entwurf) ist für das Gesundheitswesen untauglich und kontraproduktiv, weshalb die Gesetzesvorlage zurückzuweisen ist.</i>
FR	X		<i>Dans la mesure où l'identificateur universel devrait être abandonné, il s'agit d'une avancée pratique significative.Ce regroupement correspond au besoin toujours plus présent d'avoir une vue d'ensemble de la population suisse dans son ensemble. Il permettra également de fournir un ensemble de prestations cohérent à l'ensemble de notre population.</i>
GE	X		<i>Le regroupement des registres de la population en un seul secteur nous paraît légitime...A noter que le projet „Etranger 2000“ auquel participe le canton de Genève prévoit déjà la création d'une</i>

Q.3	Oui	Non	Remarques (citations), secteur population
			<i>base de données « population » selon les termes de la LSPIN.</i>
GL	X		<i>...grundsätzlich als sinnvoll. Allerdings werden damit die Bedürfnisse der Kantone nicht umfänglich abgedeckt...Artikel 3 abs. 3 muss nur auf Bundesregister beziehen. Auf Stufe Kanton und Gemeinde müssen die Register zwingend verschiedenen Sektoren angehören können (z.B. Bevölkerung und Steuern auf Stufe Gemeinde).</i>
GR	X		<i>...sachgerecht und nachvollziehbar.</i>
ICT	X		<i>...richtig und notwendig.</i>
JU	X		<i>Il apparaît tout à fait logique et nécessaire de constituer un secteur « population », afin, notamment, d'éviter les nombreuses ruptures de médias...</i> <i>La répartition...en six domaines...correspond aux secteurs administratifs avec lesquels nous devons traiter quotidiennement...Le Gouvernement attire cependant votre attention sur une utilisation prudente – pour ne pas dire très restrictive – des données relatives à la protection de la population...Le Gouvernement vous demande expressément de prévoir une réglementation interne spéciale concernant la destination des données relatives aux personnes...</i> <i>(pour le) registre relatif aux poursuites pénales...il conviendrait que la loi ou une ordonnance énumère de manière exhaustive les services et autorités de poursuite pénale au plan fédéral pour lesquels un SPIN est nécessaire.</i>
KZIV	X		
LU	X		<i>Sofern kein EPID eingeführt wird...(wir) erachten die Vereinigung der Register aufgrund des unmittelbaren Zusammenhangs des Einwohner-, Zivilstands- usw. – Wesens im Sekot « Bevölkerung » als sinnvoll. Da sich aber das Steuerwesen für natürliche Personen ebenfalls auf diese Register abstützt..., halten wir für unerlässlich, auch den Sektor „Steuern“ einzubeziehen. Dasselbe gilt auch für den Sektor „Sozialversicherungen“...</i>
NE	X		<i>Ce regroupement apparaît essentiellement intéressant pour les services de la Confédération car il existe déjà depuis longtemps au sein des collectivités publiques neuchâteloises et ne pose aucun problème.</i>
NW	X		<i>Sollte tatsächlich das Modell der verschiedenen Personenidentifikatoren gewählt werden, würden wir eine Vereinigung der Register im Bereich Bevölkerung sehr begrüßen.</i>
SBV	X		<i>Die Bildung von vorerst sechs Verwaltungssektoren... vermag den Anforderungen des Datenschutzes...zu genügen. Der Verwendung eines einheitlichen Personenidentifikators im Verwaltungssektor Bevölkerung bzw. der Zusammenfassung der Register im Einwohner-, Zivilstands-, Ausländer, Asyl- und Ausweiswesen stimmen wir daher zu.</i>
SGV	X		<i>Positiv. Auf Gemeindeebene müsste die Vereinigung allerdings weiter gehen. Die PIN für den Bereich Bevölkerung müssten für alle administrativen Bereiche eingesetzt werden können.</i>
SH		x	<i>Die Bildung eines Sektors „Bevölkerung“ dürfte auf die Einrichtung eines eidgenössischen Bevölkerungsregisters hinauslaufen, dessen Schaffung aufgrund der bestehenden Kompetenzen von Bund und Kantonen mindestens derzeit nicht möglich ist.</i> <i>Im Übrigen gibt es die im Entwurf aufgeführten Sektoren als solche in der heutigen Verwaltungsstruktur nicht. Die im Gesetz erwähnten Bezeichnungen sind nicht anderes als leere Namen...Der erste und unentbehrliche Schritt in Richtung Definition der Sektoren besteht darin, die betroffenen Register zu nennen. Danach ist zu untersuchen, welche sektorübergreifenden Prozesse mit dem zu schaffenden Registerverbund unterstützt werden sollen.</i>
SIK	(x)		<i>Die vorgeschlagene Sektoralisierung ist wie bereits erwähnt unzweckmässig. Sollte sie weiterverfolgt werden, so wäre zu bemerken: Im Sektor Bevölkerung sind die wichtigsten Aufgabengebiete für die Kantone und Gemeinden nicht zusammengefasst. Aus der Sicht von vielen unter ihnen sind allerdings Querverbindungen zu den Sektoren Steuern, Verteidigung und Zivilschutz sowie zur Strafverfolgung bereits heute Realität.</i>
SO	(X)		<i>Wir würden es begrüßen, wenn die Sektorenzahl reduziert würde und insbesondere die Sektoren Bevölkerung, Steuern und Sozialversicherung in einem einzigen Sektor mit einem einzigen SPIN zusammengeführt würden.</i>
SP PS		(x)	<i>...pose clairement le problème du fédéralisme.</i>
SSV	X		<i>Diese Zusammenfassung macht auf jeden Fall Sinn...Die PIN für den Bereich Bevölkerung müsste auf Gemeindeebene daher für allen administrativen Bereich eingesetzt werden können.</i>
SVEK	X		<i>Die Zusammenfassung der Register im Bevölkerungsbereich zu einem einzigen Sektor muss als Mindestforderung durchgesetzt werden. Wir beantragen zusätzlich den Sektor Steuern in den Bevölkerungsbereich einzuschliessen.</i>
SVP/UDC		X	
SZ	X		<i>Die Effizienzverlust beim Verzicht auf EPID können durch einen Zusammenfassung möglichst vieler Registertypen verringert werden. Der Vorschlag ist insofern sinnvoll.</i>

Q.3	Oui	Non	Remarques (citations), secteur population
TG	X		<i>Die Effizienzverluste des Verzichts auf einen EPID sind umso geringer, je mehr Register in einem Sektor vereint werden. Der Vorschlag ist – im Vergleich zu der bestehenden Situation – durchaus sinnvoll...Mit Blick auf die Zielsetzung geht der Vorschlag allerdings nicht weit genug. Auch hier wäre auf die Einführung eines EPID zu drängen.</i>
TI	X		<i>La risposta non può che essere positiva poiché, tenuto conto delle basi giuridiche esistenti, risulta essere l'unica soluzione praticabile per poter disporre, almeno a livello di popolazione, di un unico registro.</i>
UR	X		<i>Dies ist eine Mindestlösung, falls das Projekt EPID nicht weiter verfolgt wird. Die Bedürfnisse der Kantone und Gemeinden werden damit aber keineswegs vollumfänglich abgedeckt, den auf der Stufe Kantone und Gemeinden müssen die Register zwingend verschiedenen Sektoren angehören (z.B. Bevölkerung und Steuern auf Stufe Gemeinde).</i>
USAM		(x)	<i>...suboptimale Lösung...</i>
VD	X		<i>A défaut de créer un numéro d'identification unique, il faut que ce secteur soit suffisamment large. En particulier, il doit inclure les registres qui sont déjà souvent mis en relation actuellement, c'est-à-dire, non seulement les registres de la population mentionnés, mais encore les registres fiscaux et ceux des assurances sociales. Le secteur population proposé par la loi constitue une solution insuffisante.</i>
VS	X		<i>...favorables à la création d'un seul secteur regroupant les registres de la population et ce, pour des raisons d'efficacité et de précision.</i>
VZIV	X		<i>Mit der Bildung des Systems der einzelnen sektoriellen Personenidentifikatoren wird die Datenkommunikation innerhalb der verschiedenen Sektoren wesentlich vereinfacht. Den einzelnen Verwaltungszweigen stehen damit vereinfachte Wege zur Beschaffung der spezifischen Daten (z.B. Ausweisen) zur Verfügung. Die Einführung eines SPIN für die einzelnen Sektoren trägt auch zu einer verbesserten Qualität der Daten sowie zu einer sichereren Identifikation der Personen bei und ermöglicht eine weitgehende automatisierte Datenkommunikation.</i>
ZG	(x)		<i>Die Zusammenfassung der Register im Bevölkerungsbereich zu einem einzigen Sektor sollte durchgesetzt werden können. Der zusätzliche Sektor Steuern ist in den Bevölkerungsbereich einzuschliessen...</i>
ZH	X		<i>Es ist notwendig, die Register im Bereich Bevölkerung in einem Sektor zu vereinen, denn der Datenaustausch innerhalb der Fachbereiche des Sektors Bevölkerung ist besonders häufig...Auf Stufe Kanton und Gemeinde müssen die Register zwingend verschiedenen Sektoren angehören können...</i>

4. Estimez-vous que la proposition de répartir les registres officiels de personnes en six domaines répond aux exigences de la protection des données ?

Q.4	Oui	Non	Remarques (citations), six domaines
AG	(x)		<i>Gewiss ist die Sektoralisierung...in sechs Bereiche aus Sicht der Datenschutzes adäquat. Letztlich hängt die Beurteilung der Frage wohl davon ab, welche Stellen Zugang zum Identifikationssystem erhalten. Andererseits sind wir davon überzeugt, dass sich auch mit einem allgemeinen EPID eine datenschutzverträgliche Lösung realisieren liesse.</i>
AI	X		<i>Dies trifft zu.</i>
ARh		X	<i>Ein Personenidentifikator (PIN) beeinträchtigt das Grundrecht auf Datenschutz durch die entstehende erleichterte Abgleichsmöglichkeit. Mit dem nun vorgeschlagene Modell der sektoriellen Personenidentifikator kommt der Bund seiner Schutzpflicht nicht ausreichend nach...Dem Bund fehlt für seine Einführung zudem die erforderliche verfassungsrechtliche Grundlage. Auf die Schaffung des Identifikators ist zu verzichten.</i> <i>Wer keinen Zugang zum Harmonisierungsserver hat, wird mit einem sektoriellen PIN sektorübergreifende Abgleiche weniger leicht vornehmen als mit einem Universal-PIN. Bereits innerhalb des sektors wird aber der Abgleich erleichtert und die damit entstehende Gefährdung der Persönlichkeitsrechte ist auch sektorintern durchaus erheblich...Der Gesetzesentwurf kehrt zudem nichts zu einer wirksamen Durchsetzung des Verbotes vor. Der Gefahr des Totalabgleichs wird damit – auch wenn der Zugang zum ID-Server eingeschränkt wird – nicht genügend entgegengewirkt.</i> <i>Die Unterteilung in Sektoren wird durch den Id-Server „kurzgeschlossen“. Die Gefahr des Totalabgleichs ist damit auf Bundesesebene kaum geringer als beim Universal-PIN. Die...Anschlussmöglichkeit kantonaler und kommunaler Behörden an ID-Server überträgt das Problem auf Kanton und Gemeinden. Rechtlich abgestützt werden soll dieser Schritt dadurch, dass die kantonalen Vorschriften dies vorsehen. Es ist zu bezweifeln, ob die Vermengung eidgenössischer und kantonaler Rechtsgrundlagen die dem Bund fehlende Rechtsgrundlagen für die Einführung eines verdeckten eidgenössischen Universal-Personenidentifikators zu ersetzen vermag.</i>
AVDCH	(x)		<i>Bien entendu la protection est en soi meilleure qu'avec un identifiant unique, mais cela dépend de la protection accordée à la base elle-même, et de la facilité de conversion d'un identifiant à l'autre (voir point 0). Question zéro : il serait important de savoir comment seront composés les numéros. Prendra-t-on comme base la logique algorithmique de l'AVS, l'incrémentation du numéro personnel ODR ou la composition type RCE ? Ou tout à fait autre chose ? L'identifiant d'un citoyen changera-t-il du tout au tout entre par exemple population et défense, ou n'y aura-t-il que l'adjonction d'un chiffre de contrôle ? Le projet ne donne aucune piste à cet endroit.</i>
BBA		(x)	<i>Als Grundsatz ist festzuhalten: Personenbezogene Daten gehören in die Hoheit der betroffenen Personen. Mit der Modifikation eines «einheitlichen Personenidentifikators» hin zu mehreren «sektoriellen Personenidentifikatoren» wird zwar einigen Einwänden aus der Perspektive des Datenschutzes Rechnung getragen. Hingegen werden die Grundprobleme dadurch nicht gelöst. ... Es ist allgemein bekannt, dass zentralisierte System kritischer und prekärer sind als dezentralisierte Systeme.</i>
BE		X	<i>...der Vorschlag...den Anforderungen des Daten- und Persönlichkeitsschutzes kaum besser Rechnung trägt. Allerdings sind wir der Ansicht, dass ein EPID unter Beachtung des Daten- und Persönlichkeitsschutzes realisiert werden könnte.</i>
BE (Gde)		X	<i>Ungeignet und nicht notwendig</i>
BL		x	<i>Zweifellos muss dem Datenschutz Rechnung getragen werden...Zudem könnte heute bei einem Abgleich zwischen Datenbanken mit Name, ..., eine Person nahezu gleich sicher identifiziert werden wie über einen Personenidentifikator. Deshalb sind Vorbehalte anzubringen, ob die Einführung eines SPIN überhaupt eine Verbesserung des Datenschutzes gegenüber einem EPID gewährleisten würde...</i> <i>Mit dem nun vorgeschlagenen Modell der SPIN kommt der Bund seiner Schutzpflicht nicht nach.</i> <i>Aufteilung in Sektoren...Bereits innerhalb eines Sektors wird aber der Abgleich erleichtert und die damit entstehende Gefährdung der Persönlichkeitsrechte ist auch sektorintern durchaus erheblich...Das Verbot [der mehrfach PIN-Führung] gilt somit nicht für kantonale und kommunale Personenregister ohne Anschlussrecht, und das Gesetz kehrt nichts gegen die wirksame Durchsetzung des oben erwähnten Verbotes vor. Der Gefahr der Totalabgleich wird damit – auch wenn der Zugang zum Identifikationsserver eingeschränkt wird – nicht genügend entgegen gewirkt...Die Unterteilung in Sektoren wird durch den ID-Server „kurzgeschlossen“. Die Gefahr des Totalabgleichs ist damit auf Bundesebene kaum geringer als beim EPID. Die in Artikel 8 ... Anschlussmöglichkeiten kantonaler und kommunaler Behörden an den ID-Server überträgt das Problem zudem auf Kanton und Gemeinden...Es ist zu bezweifeln, ob die Vermengung eidgenössischer und kantonaler Rechtsgrundlagen die dem Bund fehlende Rechtsgrundlage für die Einführung eines verdeckten eidgenössischen Universal-PIN für administrative Zwecke zu</i>

Q.4	Oui	Non	Remarques (citations), six domaines
			<i>ersetzen vermag. Das Grundrecht auf Datenschutz verlangt, dass mit einem eidgenössischen Personenidentifikator Schutzmassnahmen getroffen werden, die die entstehenden erleichterten Abgleichmöglichkeiten einschränken. Die vorgesehene SPIN enthält die verlangten Schutzmassnahmen aus datenschutzrechtlicher Sicht nicht.</i>
BS	X		<i>Es bedarf einer klaren und transparenten Regelung, welche Daten verknüpft werden...Aus Verwaltungssicht ist die Sektoralisierung eher suboptimal, aber im Sinne des Datenschutzes und verständlicher Bedenken aus Bevölkerungskreisen zu berücksichtigen.</i>
CSP	X		<i>Wir befürworten die Einteilung in sechs Bereiche...</i>
Digisigna		X	<i>Die Aufteilung auf unterschiedliche Sektoren bringt keine Verbesserung des Datenschutzes. Bereits heute sind die Daten der unterschiedlichen Register elektronisch miteinander verknüpfbar. Ein elektronischer Identifikator stellt einzig sicher, dass dies in allen Fällen fehlerfrei gelingt. Mit der Sektoralisierung werden vielmehr zusätzliche Datenschutzprobleme geschaffen: - Sektorübergreifende Datenübermittlungen müssen über den SPIN-Server laufen, der die SPINs umwandelt. Das kann er jedoch nur, wenn er auf die Inhalte der Messages zugreifen kann. - Die – für den Datenschutz wünschbare – Einführung von anwendungsübergreifend nutzbaren elektronischen Zertifikaten wird weiter erschwert. Ausserdem gibt es deutlich kostengünstigere Lösungen (Hash), welche bezüglich Datenschutz vergleichbare Sicherheit bieten wie die Sektoralisierung.</i>
DSB		X	<i>Wer keinen Zugang zum Harmonisierungsserver hat, wird mit einem sektoriellen PIN sektorübergreifende Abgleiche weniger leicht vornehmen, als mit einem Universal-PIN. Bereits innerhalb des Sektors wird aber der Abgleich erleichtert und die damit entstehende Gefährdung der Persönlichkeitsrechte ist auch sektorintern durchaus erheblich. So ist insbesondere nicht einzusehen, weshalb im Sektor Strafverfolgung überhaupt ein PIN geführt werden soll. Nicht anzunehmen ist sodann, dass PINs aus anderen Sektoren nicht auch direkt beim Betroffenen oder auf anderem Weg beschafft werden können. Dies umsomehr, als das Verbot der mehrfachen PIN-Führung (Art 3 Abs 3) nur für die Einwohnerkontrolle nicht aber für andere kommunale und kantonale Register ohne Anschlussrecht gilt (Art. 2 Buchst. c). Nichts kehrt das Gesetz zudem zu einer wirksamen Durchsetzung des Verbots vor. Der Gefahr des Totalabgleichs wird damit – auch wenn der Zugang zum Identifikationsserver eingeschränkt wird – nicht genügend entgegengewirkt. <i>Der sektorielle PIN ist letztlich nichts Anderes als ein Universal-PIN mit anderer „Kleidung“!</i> <i>Der vorgesehene Personenidentifikator mit Sektoraufteilung enthält die verlangten Schutzmassnahmen noch nicht und der vorliegende Gesetzesentwurf verpasst es, in genügender Weise zur Verwirklichung des verfassungsmässigen Grundrechts auf Schutz der Privatsphäre beizutragen.</i></i>
eCH		X	<i>Die Aufteilung auf unterschiedliche Sektoren bringt keine wesentliche Verbesserung des Datenschutzes. Bereits heute sind die Daten der unterschiedlichen Register elektronisch miteinander verknüpfbar (dies wurde z.B. in der letzten Volkszählung aktiv genutzt). Ein elektronischer Identifikator stellt einzig sicher, dass dies in allen Fällen fehlerfrei gelingt. Mit der Sektoralisierung werden vielmehr zusätzliche Datenschutzprobleme geschaffen: Sektorübergreifende Datenübermittlungen müssen über den SPIN-Server laufen, der die SPINs umwandelt. Das kann er jedoch nur, wenn er auf die Inhalte der Messages zugreifen kann. Die für den Datenschutz wünschbare Einführung von anwendungsübergreifend nutzbaren elektronischen Zertifikaten wird weiter erschwert. Ausserdem gäbe es deutlich kostengünstigere Lösungen (One-Way-Hash-Funktionen), die auf kostengünstige Weise bereits einen gewissen Schutz bieten würden (vgl. z.B. die Lösung in Österreich).</i>
EDSB		X	<i>les responsabilités, la sauvegarde, la transmission et l'utilisation de l'identificateur de personne, de même que le cercle des services ayant accès à l'identificateur, n'ont pas été précisés de manière suffisante, et la définition du cadre juridique de l'utilisation et de la diffusion est elle aussi lacunaire. Il en résulte un manque de transparence et une absence des mesures de protection indispensables. Or, cela est contraire aux art. 13 Cst. (Protection de la sphère privée, qui est un droit fondamental) et 35, al. 1 et 2, Cst. (Réalisation des droits fondamentaux), car, en vertu de ces articles, une autorité qui met en place un outil performant lui permettant de relier des données personnelles doit obligatoirement prendre les mesures de protection nécessaires pour réduire au maximum les risques d'atteinte aux droits de la personnalité des personnes concernées. Le PFPD attend des auteurs du projet qu'ils tiennent compte des exigences de la protection des données dans la poursuite de leurs travaux. Dans un premier temps ils devront surtout, d'une part, attribuer les registres aux différents « secteurs » (qui devront, eux, être définis de manière plus concrète), ...</i>
ETH ZH		x	<i>Die im neuen Gesetzesentwurf aber vorgesehene vollkommene Trennung von sechs Sektoren mit dem absolut formulierten Absatz 3 von Art. 3 ("Ein Register ... darf nur den sektoriellen Personenidentifikator dieses Sektors führen.") kann aber höchstens auf der Ebene von Bundesämtern mit voll automatisierten Datenflüssen funktionieren und ist in kantonalen und kommunalen Verwaltungen völlig weltfremd (siehe Beispiel in Kommentar D). <i>Nein. Hier wurde das Anliegen des Datenschutzes schlicht überstrapaziert. Der Vorschlag mit den</i></i>

Q.4	Oui	Non	Remarques (citations), six domaines
			sechs Bereichen basiert doch offensichtlich nur darauf, dass man den ohnehin grossen Bereich "Bevölkerung" (der gemäss Kommentar ja auch die Daten der Strassenverkehrsämter enthält) nicht noch grösser machen wollte. Aber es ist aus vielfältigsten Gründen unsinnig, Bereiche abzutrennen und zu eigenen "Sektoren" zu machen, die seit jeher und in aller Öffentlichkeit mit den Einwohnerdaten verknüpft sind, also namentlich die Bereiche "Steuern", "AHV" und "Militär",... Anders sind die Sektoren Strafverfolgung und Statistik (und auf kantonaler Stufe der Medizinalbereich) zu betrachten. Bereits bei den langjährigen Diskussionen um das DSG war immer klar, dass diese Bereiche Sonderregelungen brauchen (siehe auch unten Kommentare C und D); hier können sektorielle Personenidentifikatoren den Datenschutz sehr unterstützen.
FMH		x	Nein, die vorgeschlagene Sektorisierung genügt für das Gesundheitswesen nicht. Der Datenschutz basiert im öffentlichen Bereich nicht auf "technischen Tricks", sondern vor allem darauf, dass die verschiedenen Verwaltungsabteilungen klaren gesetzlichen Regelungen betreffend Datenbearbeitung und -weitergabe unterstehen und diese einhalten, auch wenn sie durch ICT miteinander verbunden sind. Diese Zusammenarbeit erfolgt auch in Zukunft meist dezentral, nicht über einen zentralen Identifikationsserver. Insofern wäre eine Aufteilung in Sektoren nicht sinnvoll. Anderes muss hingegen für das gesamte Gesundheitswesen, die Statistik (und wohl auch für den Sektor Strafverfolgung) gelten. Diese Bereiche brauchen Sonderregelungen; hier können sektorielle Personenidentifikatoren wie z.B. der UPI den Datenschutz sehr unterstützen. Und in diesen Bereichen darf es keine Verbindung über einen zentralen Server geben, egal wo dieser steht.
FR	(x)		Dans la mesure où cette nouvelle version tient compte des réserves qui avaient été formulées en son temps par l'Association des commissaires suisses à la protection des données, nous pouvons répondre par l'affirmative. Il sied toutefois de rappeler que cette répartition suppose un processus long et complexe qui semble avoir été largement sous- estimé...
GE	(x)		Du point de vue de l'intérêt des particuliers à ce que toutes les informations personnelles les concernant ne puissent être mises en relation, ce système présente indéniablement de meilleures garanties qu'un numéro d'identification personnel universel. Tout risque n'est toutefois pas supprimé. Des pratiques trop libérales quant aux droits de raccordement aux registres officiels pourraient être constitutives d'abus. Sur ce plan, nous tenons à émettre de sérieuses réserves à l'extension éventuelle des échanges de données à des fins administratives. A cet égard, il nous paraît essentiel de rappeler le cadre constitutionnel de l'art. 65...Il est bien évident qu'aucune obligation de raccordement de registre entre eux ne peut être imposée dès lors qu'elle pourrait avoir pour objectif des échanges de données au plan administratif.
GL		X	...trägt den Anforderungen des Daten- und Persönlichkeitsschutzes kaum besser Rechnung. Allerdings sind wir der Ansicht, dass ein einziger EPID unter Beachtung des Daten- und Persönlichkeitsschutzes realisiert werden könnte.
GR		X	...die Sektoralisierung trägt...datenschutzrechtlichen Aspekten besser Rechnung als dies mit einem EPID möglich ist. Dennoch besteht auch bei dieser Lösung über den ID-Server die Möglichkeit, die Sektorgrenzen für den automatisierten Datenaustausch zu „umgehen“. In diesem Sinne würde mit der ...SPIN Gesetz...Lösung der Datenaustausch im Verhältnis zu den gewonnenen datenschutzrechtlichen Sicherheiten nur unnötig kompliziert und wäre mit hohen Zusatzkosten zu installieren.
ICT		X	Nein. Der Datenschutz wird garantiert nicht verbessert, indem jene administrativen Kernbereiche, die in jeder typischen Gemeindeverwaltung mit einer gemeinsamen Adressenverwaltung arbeiten...künstlich auseinander gerissen werden. Der Datenschutz basiert im öffentlichen Bereich nicht auf technischen Tricks, sondern unter anderem vor allem darauf, dass die verschiedenen Verwaltungsabteilungen klaren gesetzlichen Regelungen betreffend Datenbearbeitung/Datenweitergabe unterstehen und diese einhalten...Jede künstliche Auftrennung...erhöht die Gefahr von Datenfehlern, erschwert den Verwaltungsbetrieb massiv...
JU		X	La répartition...en six domaine...correspond aux secteurs administratifs avec lesquels nous devons traiter quotidiennement...Le Gouvernement attire cependant votre attention sur une utilisation prudente – pour ne pas dire très restrictive – des données relatives à la protection de la population...Le Gouvernement vous demande expressément de prévoir une réglementation interne spéciale concernant la destination des données relatives aux personnes... (pour le) registre relatif aux poursuites pénales...il conviendrait que la loi ou une ordonnance énumère de manière exhaustive les services et autorités de poursuite pénale au plan fédéral pour lesquels un SPIN est nécessaire. La majorité des pays européens se sont résolus à travailler avec un identificateur universel de personne. il sont donc parvenus à surmonter les difficultés liées à la protection de la sphère privée...Le Gouvernement opte par conséquent pour un concept d'identificateur unique et propose un renforcement de la législation, par des dispositions pénales...
KZIV		X	
LU		X	Wir sind überzeugt, dass der Vorschlag zur Sektoralisierung...den berechtigten Anforderungen des Datenschutzes kaum wirkungsvoller Rechnung trägt. Ein universeller Personenidentifikator

Q.4	Oui	Non	Remarques (citations), six domaines
			<i>kann mindestens so gut datenschutzkonform realisiert werden.</i>
NE		X	<i>Non, visiblement cette division arbitraire ne répond pas, comme nous l'avons déjà mentionné, à une bonne protection des données. En rendant relativement opaque le système pour les citoyennes et citoyens, on veut faire croire qu'on les protège au détriment de multiples mécanismes de gestion parallèles qui iront en sens contraire de l'objectif souhaité. Le numéro unique, pour autant qu'il ne serve qu'au traitement technique de la gestion de données apporte un plus à tous les niveaux: amélioration de la qualité des données gérées, transparence des informations gérées et transmises aux usagers des services publics et aide aux contrôles que doivent faire les commissaires à la protection des données.</i>
NW		X	<i>Cf. réponse question 2</i>
SBV	X		<i>Ja, sofern die Eigenständigkeit der Register in sechs unterschiedlichen Bereichen gewährleistet werden kann.</i>
SGV		(x)	<i>Dazu wollen wir uns nicht äussern. Aus Sicht der Gemeinden scheint diese Lösung recht kompliziert.</i>
SH		x	<i>...Die Behauptung, es werde „der Daten- und Persönlichkeitsschutz...besser gewährleistet“, ist zumindest fraglich angesichts der Tatsache, dass doch gerade Datenkommunikation und – abgleich wesentlich vereinfacht und erleichtert werden sollen</i> <i>...Wir beantragen Ihnen stattdessen zu prüfen, ob in der Schweiz – wie in anderen Ländern auch – ebenfalls eine Lösung mit einem einheitliche und verschiedenen Zwecken dienenden Personenidentifikator aufgebaut werden könnte, welche die Belange des Datenschutzes ausreichend berücksichtigt.</i>
SIK		X	<i>Wie bereits schon eingangs dargelegt, ist eine Sektoralisierung aus Gründen des Datenschutzes nicht zwingend. So wie sie konzipiert scheint, verursacht sie unnötigen, enormen Mehraufwand. Bereits die Existenz eines sektoralisierten Personenidentifikators im Id.-Server beinhaltet eine Information, nämlich in welchen Sektoren Informationen zu einer bestimmten Person zur Verfügung steht (datenschutzwidrig!). Eine EPID-Lösung würde keine solche Aussage erlauben. Zudem gibt es Funktionen, die sektoriell gar nicht zugeordnet werden können. Zum Beispiel der Einsatz der PKI (public key infrastructure), der für die elektronische Unterschrift die Basis bildet. Die Aussage im Kapitel 131 Absatz 2: „Damit bestünde zwischen den Verwaltungsbereichen ein Damm im Sinne eines Firewalls, der das Risiko für allfällige Missbräuche auf ein Minimum reduzieren würde“ ist falsch. Der Vergleich mit einer Firewall ist nicht korrekt. Eine Firewall kontrolliert eine Kommunikationsverbindung, welche technisch nicht umgangen werden kann. Dies trifft für den Id.-Server nicht zu.</i>
SO	X		<i>Cf. réponse précédente</i>
SP PS		X	<i>Cf. réponse 1</i>
SSV		X	<i>...geht diese Aufteilung zu weit. Sie mag auf Bundesebene ihre Berechtigung haben...Unsere Auffassung ist es jedoch, dass adäquatere Datenschutzmassnahmen gäbe, welcher weniger Umstände und Kosten verursachen würden (klare Abgrenzung der Datenherrschaft).</i>
SVEK		X	<i>Aus unserer Sicht ist die Unterteilung in sechs Bereiche eine unverhältnismässige Forderung des Datenschutzes...Gegen kriminelle Energie für die unrechtmässige Beschaffung von Daten schützt auch der vorgeschlagene SPIN-Server nicht mit Sicherheit. Im Gegenteil, das Zusammenlaufen der unterschiedlichen Daten in einem zentralen Server könnte neue Gefahren hervorbringen... Wenn Sektoren zwingend nötig sein sollten...genügt unseres Erachtens die Unterteilung in die Verwaltungsbereiche Bevölkerung inkl. Steuer, Sozialversicherungen, Strafverfolgung und allenfalls noch Verteidigung mit Zivilschutz.</i>
SVP		X	<i>Par ailleurs, le projet de loi ne réalise d'aucune manière le droit fondamental constitutionnel à la protection de la sphère privée. L'affirmation selon laquelle la protection des données et de la personnalité est mieux assurée grâce à un code PIN doit être purement et simplement rejetée compte tenu de la simplification de la communication et de la comparaison des données apportée par ce projet de loi.</i> <i>L'introduction d'un identificateur de personne crée en effet une infrastructure dont les effets sur les compétences des différents niveaux de l'Etat, sur les tâches des autorités ainsi que sur l'intensité de l'échange de données et les liens entre les données ne sont pas prévisibles.</i>
SZ	(x)		<i>Es ist richtig, dass dem Datenschutz Rechnung getragen wird. OB die SPIN gegenüber einem EPID tatsächlich eine Verbesserung des Datenschutzes gegenwärtig leistet, ist fraglich...Es ist zu prüfen, ob es nicht andere Wege gibt, um den Erfordernissen des Datenschutzes Rechnung zu tragen.</i>
TG		X	<i>Abgesehen davon, dass die Sektoralisierung dem Prinzip des Datenschutzes widerspricht, schafft sie vor allem für den betroffenen Bürger eine nicht zu übersehende Intransparenz. Zu prüfen wäre, ob die Erfordernisse des Datenschutzes nicht auch mit einem EPID erfüllt werden können.</i>
TI		X	<i>In questo senso si può dubitare che il cumulo di basi legali (federali e cantionali) e di compiti legali (federali e cantionali), con gestione centralizzata da parte della Confederazione per scopi</i>

Q.4	Oui	Non	Remarques (citations), six domaines
			<i>amministrativi, possano compensare l'assenza di un preciso fondamento costituzionale teso a regolamentare specificamente la delicata materia, come è stato il caso per la statistica con l'art. 65 cpv. 2 Cost.</i>
UR		X	<i>Der Vorschlag eines Systems von sektoriellen Personenidentifikatoren vermag den Anforderungen des Daten- und Persönlichkeitsschutzes kaum besser Rechnung zu tragen als ein einheitlicher Personenidentifikator. Vielmehr vertreten wir die Auffassung, dass ein einziger, einheitlicher Personenidentifikator unter Beachtung des Daten- und Persönlichkeitsschutzes realisierbar wäre.</i>
USAM			<i>...bringt die Sektoralisierung keine Verbesserung. Es werden bloss zusätzliche Schnittstelle geschaffen, die Quellen von Fehlern und Lecks sein könnten.</i>
VD		X	<i>Non, au vu de la subsistance d'un serveur central, des risques de connexion entre les registres d'un même secteur et du fait que le SPIN peut, cas échéant, être obtenu des personnes concernées ou par un autre moyen, la proposition n'offre pas tellement plus de sécurité que le numéro fédéral d'identification unique (EPID).</i>
VS		X	<i>...même un identificateur universel aurait pu répondre aux soucis de la protection des données.</i>
VZIV	(x)		<i>Im Zusammenhang mit der Harmonisierung...stellt uns sich für uns natürlich auch die Frage des Datenschutzes. Unseres Erachtens muss der Grad der Harmonisierung durch eine eindeutige Codierung beschränkt sein; will heissen, der Online-Zugriff anderer Verwaltungseinheiten muss mit einem klar definierte Zugriffskatalog ausgestaltet sein. Es darf nicht sein, dass statische Ergebnisse so fein untergliedert sind, dann bisher nicht bekannte Informationen über einzelne Personen entnommen werden können.</i> <i>Diese Neuregelung darf auf keinen Fall zum gläsernen Bürger führen.</i>
ZG		(x)	<i>Aus Sicht des Datenschutzbeauftragten können mit einem sektoriellen Personenidentifikator sektorübergreifende Abgleiche weniger leicht vorgenommen werden. Bereits innerhalb des Sektors wird aber der Abgleiche erleichtert und die damit entstehende Gefährdung des Persönlichkeitsrechts wird dadurch sektorintern erheblich...Der Gefahr des Totalabgleichs wird damit – auch wenn der Zugang zum Identifikationsserver eingeschränkt wird – nicht genügend entgegengewirkt...Der vorgesehene eidg. Personenidentifikator mit Sektoraufteilung enthält die verlangten Schutzmassnahmen nicht. Zudem fehlt für die Einführung die erforderliche verfassungsrechtliche Grundlage.</i> <i>Aus Sicht der Informatik jedoch ist die Unterteilung in sechs Bereiche eine unverhältnismässige Forderung des Datenschutzes. Die verschiedenen Amtsstellen bearbeiten bereits heute dieselben Daten wie nach der Einführung des SPIN...Im Gegenteil, das Zusammenlaufen der unterschiedlichen Daten in einem zentralen Server könnte neue Gefahren hervorbringen,...</i>
ZH		X	<i>...trägt den Anforderungen Daten- und Persönlichkeitsschutzes kaum besser Rechnung als ein EPID. Das System...stellt...eine komplizierte Scheinlösung dar, die vorgibt, Probleme des Datenschutzes zu lösen, und mit dem Aufbau von zusätzlichen Schnittstellen neue Risiken für den Datenschutz schafft. Wir sind der Ansicht, dass ein einziger, einheitlicher Personenidentifikator unter Beachtung des Daten- und Persönlichkeitsschutzes realisiert werden könnte.</i>

5. Que pensez-vous de la proposition relative au droit d'information et de correction pour la personne concernée ?

Q.5	Oui	Non	Remarques (citations), droit d'information et de correction
AG	X		<i>...ausreichend und datenschutzkonform. Der Vorbehalt...(INFOSTAR) beurkundeten Daten ist korrekt (Art. 9 ZGB).</i>
AI	X		<i>...begrüssst.</i>
AVDCH	X		<i>Nous sommes favorables à cette disposition, tout en relevant qu'elle correspond à la pratique actuelle dans notre domaine d'activité. Il suffira de veiller à ce que l'ordonnance d'application ne soit pas trop contraignante.</i>
BBA	X		<i>Ein kostenloses, einfaches und schnelles Auskunfts- und Berichtigungsrecht hat als unabdingbares Grundrecht der betroffenen Personen zu gelten.</i>
BE	(x)		<i>Die dazu notwendige Ablauforganisation sowie beispielsweise die Berechtigungszeiten sind unklar und müssten in einer Verordnung des Bundes oder aber in einem kantonalen Erlass klarer bestimmt werden, handelt es sich doch um einen sowohl für die betroffenen Personen als auch für die Register führenden Behörden um einen sehr zentralen Bereich.</i>
BE (Gde)	(X)		<i>Verfahren unklar</i>
BL			<i>n/a</i>
BS	X		<i>...aus Gründen des Persönlichkeitsrechts sowie der Optimierung der Datenqualität unbedingt einzuführen.</i>
CSP	X		<i>...gut.</i>
Digisigna	X		<i>Dies ist im Sinne der Transparenz notwendig.</i>
DSB		X	<i>ad Art. 12</i> <i>Falls bzw. soweit diese Bestimmung das Selbstverständliche – d.h. die Anwendbarkeit des Bundes-Datenschutzgesetzes, der kantonalen Datenschutzgesetze und die Gültigkeit des Auskunftsrechts der betroffenen Personen – normieren soll, ist sie unnötig.</i> <i>Wenn mit Abs. 1 eine Beschränkung des Auskunftsrechts – weil den Betroffenen sektorielle Identifikatoren gerade nicht bekanntgegeben werden sollen – statuiert werden soll, ist diese problematisch. Unserer Meinung nach ist diese Absicht nicht durchdacht.</i> <i>In Abs. 2 fehlen die Kantone/Gemeinden als zuständige Behörde für die Einwohnerregister.</i> <i>Wenn mit Abs. 3 bestimmt werden soll, dass die betroffenen Personen bzgl. Angaben zum Personenstand keine Berichtungsmöglichkeit haben, dann ist dies aus Optik des Datenschutzes unzulässig.</i> <i>Abs. 4: Die Unterlagen in deutscher und französischsprachiger Version weichen hier stark voneinander ab. Wir stützen uns hier auf den deutschen Text.</i> <i>Satz 1 ist unnötig, weil die Datenschutzgesetze sowieso anwendbar sind. Dasselbe gilt für Satz 2, denn sowohl im Falle des VwVG als auch im Falle des OG ist die Anwendbarkeit auf Bundesebene selbstverständlich; dies gilt auch für die kantonalen Zuständigkeiten.</i>
eCH	X		<i>Diese Lösung schafft Transparenz, fördert Vertrauen und hilft Fehler zu beheben.</i>
EDSB		X	
ETH ZH	X		<i>Selbstverständlichkeit.</i>
FMH	X		<i>Diese Lösung sollte in jedem Rechtsstaat eine Selbstverständlichkeit sein.</i>
FR	X		<i>De tels droits doivent être effectivement accordés...Le citoyen devrait connaître ses identificateurs pour qu'il puisse les vérifier...</i>
GE	X		<i>...garantie indispensable, reprise des dispositions de la loi sur la protection des données.</i>
GL	(x)		<i>...für die praktische Umsetzung und die Akzeptanz in den Kantonen und Gemeinden genügt diese Grundlage nicht (Art. 12 Abs. 2). Die Ablauforganisation sowie beispielweise die Berechtigungszeiten sind unklar und müssten in einer Verordnung des Bundes oder in einem kantonalen Erlass klarer bestimmt werden,...</i>
GR	X		<i>...grundsätzlich zu begrüßen.</i>
ICT	X		<i>...Selbstverständlichkeit.</i>

Q.5	Oui	Non	Remarques (citations), droit d'information et de correction
JU	x		...doit impérativement être prévu dans la loi.
KZIV	(x)		
LU	X		...sinnvoll und notwendig.
NE		X	Même s'il s'agit d'un principe institutionnel fondamental pour les informations associées au caractère d'identification, nous pensons toutefois qu'il sera pratiquement inutile car le risque d'erreur associé à ces caractères est extrêmement faible. Il nous apparaît par contre important que la procédure s'applique aux données gérées par les sous-systèmes d'information.
NW	X		Grundsätzlich positiv
SBV			Grundsatz...in Ordnung, aber das Verfahrensweg ist unklar...
SGV	X		...sachlich richtig.
SH		X	Falls bzw. soweit diese Bestimmung das Selbstverständliche...normieren soll, ist sie unnötig.
SIK		(x)	Diese Lösung ist erstaunlich, falls die betroffene Person kein Recht hat, ihre 6 Identifikatoren zu kennen. Sie widerspricht dem Datenschutz. Als Bürger müsste man wissen, welches die persönlichen 6 Identifikationsnummern sind, nicht zuletzt damit man alle gesammelten Informationen in den entsprechenden Registern kontrollieren kann. Eine eindeutige Nummer für alle Register würde gar nicht zu einer solch fragwürdigen Intransparenz führen. Dazu bleibt unklar, ob die Vergabe aller sektorieller Identifikatoren auf einmal geschieht. Werden nicht alle sektoriellen Identifikatoren auf einmal vergeben ist der Bürger gezwungen, in gewissen Abständen nachzufragen, bis er im Besitz aller persönlicher Personenidentifikatoren ist. Aus administrativer Sicht ein äusserst aufwendiger Vorgang. Da wäre die Abgabe einer eindeutigen Nummer „für Alles“ doch einfacher, zweckmässiger und besser akzeptiert. Datenaustausche können und werden ohne die identifizierenden Daten, innerhalb und ausserhalb der jeweiligen Sektoren erfolgen. Ohne Kenntnis seiner Identifikatoren kann der Bürger Missbräuche weder erkennen, noch nachweisen. Im Art. 12 muss unbedingt festgehalten werden, dass der Bürger Recht auf die Kenntnis aller seiner Identifikatoren hat (ein Vorbehalt für Fälle der Strafverfolgung bleibt möglich).
SO	X		Den Vorschlag...beurteilen wir als ein Muss.
SP PS	X		Ce droit est nécessaire.
SSV	X		Der Vorschlag erscheint uns sachlich richtig.
SVEK	X		Der Auskunfts- und Berechtigungsrecht der betroffenen Personen...ist üblich und zweckmässig... Nicht geregelt ist (dies) bei ausländischen Staatsangehörigen, welche nicht im INFOSTAR registriert sind...Wir schlagen vor, dass in Fällen ohne Eintrag im INFOSTAR, und in Anlehnung an das ANAG, der Pass als Urbeleg für die Namensschreibweise als richtig gilt.
SZ	X		Grundsätzlich sind wir damit einverstanden. Es fehlt allerdings Angaben zur Ablauforganisation oder beispielsweise zu Berechtigungszeiten. Diese müssten klarer bestimmt werden, handelt es sich doch sowohl für die betroffene Person wie auch für die Register führenden Behörden um einen sehr zentralen Bereich.
TG	X		Der Vorschlag ist jedoch in administrativer Hinsicht fragwürdig, da das Auskunfts- und Berechtigungsrecht lediglich für die identifizierende Merkmale des jeweiligen sektoriellen Identifikationsservers gilt. (note : problème d'une attribution successive des identificateurs qui oblige l'administré à vérifier en plusieurs fois l'exactitude des informations).
TI			...A questo riguardo né l'art. 12 cpv. 4 Legge SPIN né il realtivo commento sono chiari in merito al diritto di rettifica.
UR	X		Das vorgeschlagene Auskunfts- und Berichtigungsrecht erachten wir als ausreichend und datenschutzkonform... Die dazu notwendige Anlaufstelle sowie die Fristen für die Berichtigungen sind in einer Verordnung näher zu regeln.
USAM	X		Im Sinne einer verbesserten Transparenz erachten wir dies als notwendig.
VD	(x)		Cette proposition est insuffisante concernant l'information. Les habitants devraient être informés des numéros qui leur sont attribués, ceci en tout cas pour le secteur population.
VS			...nous n'avons pas de remarques particulières...
VZIV	X		...richtig, dass den betroffenen Personen das Recht auf Auskunft über ihre Daten eingeräumt wird, und dass sie die Berechtigung allfälliger falscher Informationen verlangen können...
ZG	(x)		Es ist einfacher und kostengünstiger, mit einer eindeutigen Personen-ID Auskunfts- und Berechtigungssysteme aufzubauen.
ZH	(x)		...grundsätzlich sinnvoll und vertrauensfördernd...Die notwendige Ablauforganisation sowie beispielsweise die Berechtigungszeiten sind unklar und müssten in einer Verordnung des Bundes oder aber in einem kantonalen Erlass klarer bestimmt werden, handelt es sich doch um einen sowohl für die betroffenen Personen als auch für die Register führenden Behörden um einen sehr zentralen Bereich.

6. Que pensez-vous de la procédure d'autorisation d'un raccordement avec un registre cantonal ou communal de personnes ?

Q.6	Oui	Non	Remarques (citations), procédure d'autorisation
AG	X		<i>Das Anschlussverfahren...ist zweckmässig...Zudem regen wir an, bei Art. 8 Abs., 3 den zweiten Satz zu streichen. Er enthält mit den Ausdrücken „nach Möglichkeit“ und „eilvernehmlich“ unbestimmte Rechtsbegriffe und ordnet an sich eine Selbstverständlichkeit.</i>
AI	X		<i>...gut erachtet.</i>
AVDC H		(x)	<i>Nous considérons que la participation des communes au registre administratif est très importante ; l'accès devrait être simplifié au maximum, et vivement encouragé, au besoin par des mesures incitatives.</i>
BBA			<i>n/a</i>
BE		X	<i>Cf. réponse 3. ...erachten wir Artikel 8 als zu einschränkend. Gestützt auf eine kantonale gesetzliche Grundlage müssen Ausnahmen möglich sein.</i>
BE (Gde)		X	<i>Nicht sachgerecht, krassem Widerspruch zu den Zielsetzungen</i>
BL			<i>n/a</i>
BS	X		<i>Es ist zu begrüssen, dass baldmöglichst konkrete Aussagen über das Datenmanagement vorliegen. Aufgaben, Verantwortung und Kompetenzen müssen klar definiert und die notwendigen Instrumente dazu geschaffen werden.</i>
CSP	(x)		<i>...sieht im vorgeschlagen Anschlussverfahren einen gangbaren Weg, vermisst allerdings Aussagen über die Auswirkungen in Kanton und Gemeinden.</i>
Digisig na			<i>Keine Aussage</i>
DSB		X	<i>ad Art. 7</i> <i>Hier wird die Anschlusspflicht der kantonalen und kommunalen Einwohnerregister postuliert. Es ist unberücksichtigt geblieben, dass zahlreiche Gemeinden, vor allem kleinere, ihre Einwohnerregister nicht elektronisch führen. Entweder sind diese inskünftig auf EDV umzustellen, oder es entstehen händische Erfassungsarbeiten zu Gunsten des Bundes. Insbesondere die Kostenfrage ist in diesem Zusammenhang unbehandelt geblieben. Mitbestimmend wird in dieser Sache das Harmonisierungsgesetz werden, das erst im Entwurf vorliegt und offenbar gleichzeitig dem Bundesparlament vorgelegt werden soll.</i> <i>ad Art. 8</i> <i>Auch die Aufzählung allfälliger "anzuschliessender" kantonalen und kommunaler Register hat auf Gesetzesstufe zu erfolgen. Denn auch hier gilt, dass nur so die erforderlichen konkreten Vorstellungen vom aufzubauenden Verbund überhaupt entwickelt werden können.</i> <i>Der gesamte Bewilligungs-Mechanismus ist im übrigen nicht erforderlich, wenn die Aufzählung und Zuweisung der Register auf Gesetzesstufe erfolgt. Darüberhinaus</i> <i>wäre das EJPD keine geeignete Instanz für das Erteilen von Bewilligungen der hier angedachten Art. Denn das EJPD wäre gleichzeitig Partei und Richter bzw. Richter in eigener Sache, weil es Register betreibt, welche von den entsprechenden Entscheiden betroffen wären. Im übrigen sind auch hier die Mitwirkungsrechte im Zuständigkeitsbereich der Kantone/Gemeinden (Einwohnerdienste) zu berücksichtigen.</i> <i>Abschliessend ist in diesem Zusammenhang zu sagen, dass – wenn schon ein solches Bewilligungssystem eingeführt werden soll – unbedingt auch eine unabhängige Rekursinstanz vorzusehen ist.</i> <i>ad Art. 9</i> <i>Die Auswirkungen der in diesem Artikel vorgeschriebenen Meldeverfahren bestehen faktisch darin, dass das EJPD oberste Bevölkerungskontrollbehörde wird. Eine entsprechende Verfassungsgrundlage gibt es nicht. Wo bleiben die Mitwirkungsrechte und die Zuständigkeiten der Kantone/Gemeinden?</i>
eCH		(x)	<i>Die Regelung ist unklar. Da mit sektoriellen Identifikatoren gearbeitet wird, ist das Verfahren komplex.</i> <i>Die Anträge müssten pro Anwendung gestellt werden. Das Departement muss entscheiden, in welchen Sektor eine Anwendung fällt. Es ist unklar, unter welchen Bedingungen das Departement einen Anschluss ablehnen kann.</i>
EDSB		X	
ETH		(x)	<i>Es ist ausserordentlich wichtig, dass im Rahmen dieses Anschlussverfahrens klare Verant-</i>

Q.6	Oui	Non	Remarques (citations), procédure d'autorisation
ZH			wortungsregelungen getroffen werden... Im Alltag aber wohl wichtiger als die rein rechtlichen Rahmenbedingungen sind die technischen. Damit diese für das Infrastrukturmittel Informatik sinnvoll und kostensparend festgelegt und im Betrieb eingehalten werden können, sind entsprechende Vorbehalte auf Gesetzesstufe nötig (siehe Kommentar E).
FMH			Für den von uns geforderten "Sektor Gesundheitswesen" braucht es eine nationale eHealth-Strategie (siehe 2.). Die sich aus der Integration der ICT ins Gesundheitswesen (eHealth) ergebenden durchgehenden Datenflüsse bedingen eine Klärung der Kompetenzen und Zuständigkeiten zwischen Bund und Kantonen. Die Anschlussverfahren für das Gesundheitswesen müssen im Rahmen der nationalen eHealth-Strategie neu geregelt werden.
FR	X		La condition de l'existence d'une base légale cantonale permettant le raccordement des registres de personnes cantonaux ou communaux paraît adéquate au vu des exigences de la protection des données.
GE	(x)		Le fait que le département fédéral de justice et police décide du raccordement des registres cantonaux et communaux sur la base d'une analyse du droit cantonal ne nous semble toutefois pas offrir toutes les garanties d'un point de vue juridique. En cas de contestation de la décision du Département, la procédure à suivre n'est pas claire. Des délais de recours et de traitement des contestations devraient être prévus.
GL		X	...Wie in den Bemerkungen zur Frage 3 ausgeführt, bestehen Register, welche bereits heute unterschiedlichen Sektoren zugeteilt sind (Bevölkerung, Steuern). Aus diesem Grund erachten wir Artikel 8 als zu einschränkend. Gestützt auf eine kantonale gesetzliche Grundlage müssen Ausnahmen möglich sein.
GR		X	...in dieser Form klar abzulehnen. Die Lösung erscheint als umständlich und stellt nicht sicher, dass die entsprechenden Anschlussrechte tatsächlich in jedem Fall gewährt werden.
ICT	(x)		Es ist ausserordentlich wichtig, dass im Rahmen dieses Anschlussverfahrens klare Verantwortungsregelungen getroffen werden. Die im Kommentar genannten, nicht ganz einfachen rechtlichen Rahmenbedingungen für die administrative Zusammenarbeit über die verschiedenen Staatsebenen müssen genau hier zweckmässig geklärt und ergänzt werden.
JU	(x)		L'efficacité du concept SPIN postule que les raccordements soient autorisés avec un registre cantonal ou communal de personnes.
KZIV		X	
LU		X	...zu einschränkend. Schon heute findet nämlich zwischen Registern, die unterschiedlichen Sektoren zugeteilt werden sollen (z.B. Einwohner, Steuern), intensive Datenkommunikation statt. Deshalb sollten, gestützt auf eine kantonale gesetzliche Grundlage, Ausnahmen vorgesehen werden.
NE		X	très peu d'intérêt à ce raccordement, ce qui n'aurait pas été le cas en cas de mise en œuvre d'un identificateur unique. La lourdeur administrative proposée va à l'encontre de l'efficacité souhaitée.
NW	X		Grundsätzlich positiv
SBV			n/a
SGV		(x)	Das Verfahren ist recht kompliziert und sollte vereinfacht werden. Fraglich ist, ob die Verknüpfung mehrere Register auf Kantonsebene rechtswidrig ist. Kantonale Rechtsgrundlagen erlauben bereits heute Register, die verschiedenen Sektoren zugeteilt sind (Bevölkerung, Steuern).
SH		x	Es ist unberücksichtigt geblieben, dass zahlreiche Gemeinden, vor allem kleinere ihre Einwohnerregister nicht elektronisch führen...
SIK		X	Die Regelung ist unklar. Da mit sektoriellen Identifikatoren gearbeitet wird, ist das Verfahren komplex. Es ist insbesondere unklar, unter welchen Bedingungen das Departement einen Anschluss ablehnen kann. Die Regelung ist ungenügend: Die Verwendung des sektoriellen Identifikatoren „Bevölkerung“ durch die öffentliche Verwaltung muss z.B., als Minimum, unbedingt in diesem Sektor völlig frei sein. Der Erwerb muss dazu zentral für eine Behörde und nicht anwendungs- oder registerbezogen erfolgen können. Wir empfehlen eher eine Lösung, bei der auf dem zentralen Personenidentifikationsdatenbestand direkt durch eine kantonale/kommunale Applikation Identifikatoren einmal für alle Dienststellen gezogen werden könnten (je Sektor).
SO		X	...finden wir eine schweizweite einheitliche Lösung mit der Schaffung einer speziellen verfassungsrechtlichen Grundlage in der BV für sachgerechter.
SP PS			n/a (note: surprenant car cela correspond à la solution proposée à 25 OLPD)
SSV		X	Der Anschlussverfahren ist im Übrigen administrativ aufwändig, ohne aber die Frage des Vorgehens die Differenz zu regeln. Abzulehnen ist ferner die Auslegung im Kommentar, wonach die Verknüpfung mehrere Register auf Kantonsebene rechtswidrig sei. Gestützt auf kantonale

Q.6	Oui	Non	Remarques (citations), procédure d'autorisation
			<i>Rechtsgrundlagen bestehen heute bereits Register, die verschiedenen Sektoren zugeteilt sind (insbesondere Bevölkerung und Steuern).</i>
SVEK		X	<i>...erscheint sehr aufwändig und führt zu grossen administrativen Aufwendungen auch bei der Registrierungsstelle.</i>
SZ	X		<i>...können wir grundsätzlich zustimmen. Aus Art. 8 Abs.3 geht jedoch nicht hervor, wer entscheidet, wenn Probleme über den Anschluss zwischen den Antrag stellen Behörden und dem Departement einvernehmlich geregelt werden können.</i>
TG		X	<i>...führt auch beim Erwerb des Anschlussrechtes zu einem unnötigen administrativen Aufwand.</i>
TI		(x)	<i>E' certo che per le persone prive di un diritto di accesso al server di identificazione, le possibilità di collegare i registri sono più limitate con uno SPIN settoriale che con un NIP universale. D'altro canto, all'interno di un medesimo settore, la possibilità di connessione dei registri è certo agevolata ma i rischi per la tutela dei diritti della personalità contemporaneamente accresciuti... La legge non prevede, al riguardo, alcuna misura per imporre il rispetto di questo divieto. In definitiva, il rischio di una connessione globale non è sufficientemente evitato, anche se l'accesso al server è – giustamente – restrittivo. Anzi, in un certo senso, il server di identificazione "corto-circuito" la suddivisione in settori. Il rischio di una connessione globale a livello della Confederazione non è realmente di molto inferiore che nell'ipotesi di un NIP universale...Non va peraltro escluso che il diritto di collegamento delle autorità cantonali o comunali al server, previsto all'art. 8..., ribalti il problema sui Cantoni et sui Comuni...E ciò anche in virtù del fatto che un tale collegamento deve trovare il proprio fondamento giuridico nelle disposizioni cantonali, che dovranno essere adottate. In questo senso si può dubitare che il cumulo di basi legali (federali e cantonali) e di compiti legali (federali e cantonali), con gestione centralizzata da parte delle Confederazione per scopi amministrativi, possano compensare l'assenza di un preciso fondamento costituzionale teso a regolamentare specificamente la delicata materia, come è stato il caso per la statistica cont l'art 65 cpv. 2 Cost.</i>
UR		(x)	<i>Sofern die sektoriellen Personenidentifikatoren eingeführt werden, ist das vorgeschlagene Anschlussverfahren folgerichtig und zweckmässig... Deshalb wäre es zwingend, dass die Kantone gesetzliche Grundlagen schaffen müssten, die ihnen die Befugnis gäben, beim Bund die Erlaubnis für Datenverknüpfungen einzuholen... andererseits führt dies zu erheblichem zeitlichen und finanziellen Mehraufwand, welcher durch die Einführung eines universellen Personenidentifikators vermeidbar wäre.</i>
USAM			<i>...keine Aussage machen kann.</i>
VD		(x)	<i>La loi reste floue sur de nombreux points, notamment sur les implications de l'art. 3 al. 3... A l'article 8, l'alinéa 1 autorise le raccordement de registres cantonaux et communaux au serveur de l'identificateur fédéral mais « pour autant que les dispositions cantonales le prévoient ». Cette formulation est ambiguë. Faut-il que la base légale contienne une référence explicite au serveur d'identificateur fédéral ? ou simplement qu'elle permette le lien avec d'autres registres ? L'interprétation étroite de cet article impliquerait la révision d'une multitude de lois cantonales. Il faut trouver une formulation qui permette de l'éviter. Nous suggérons d'ajouter : « pour autant que les dispositions cantonales prévoient la possibilité d'utiliser des données issues d'autres registres »... ...les conditions d'octroi de ces droits d'accès ne sont pas clairement réglées dans la loi, sous réserve de l'exigence d'une base légale cantonale. A ce propos, le Conseil d'Etat ne voit pas exactement en quoi un tel fondement légal serait impérativement nécessaire. Quoi qu'il en soit, le libellé de l'article 8 de l'avant-projet paraît susceptible d'entraîner des litiges, dès lors que la question des conditions d'accès n'est pas plus clairement réglée. En outre, le règlement desdits litiges "par voie de négociation" paraît certes un objectif louable en soi, mais bien peu fiable sur le plan juridique. A tout le moins devrait-on prévoir une voie de recours en cas d'échec des négociations.</i>
VS	X		<i>La procédure d'autorisation de raccordement avec un registre communal ou cantonal de personnes nous semble adéquate.</i>
VZIV	X		<i>Es ist unentbehrlich, dass dazu gesetzliche Grundlagen geschaffen werden ; auf kantonaler sowie auf Bundesebene. Nur damit kann eine unkontrollierte Verbreitung der Personenidentifikatoren vermieden werden. Es darf niemals sein, dass eine missbräuchliche Verwendung der sektoriellen Identifikatoren betrieben werden könnte.</i>
ZG		x	<i>Das Anschlussverfahren für kantonale und kommunale Personenregister erscheint sehr aufwändig und führt zu grossen administrativen Aufwendungen auch bei der Registrierungsstelle...</i>
ZH		X	<i>Grundsätzlich ist das Anschlussverfahren für kantonale und kantonale Personenregister wegen der Sektoralisierung...unnötig aufwendig...Aus diesem Grund erachten wir Artikel 8 als zu einschränkend. Gestützt auf eine kantonale gesetzliche Grundlage müssen Ausnahmen möglich sein.</i>

7. Que pensez-vous de la proposition d'accorder au Département fédéral de justice et police la compétence d'administrer le serveur d'identification ?

Q.7	Oui	Non	Remarques (citations), administration du serveur
AG	X		<i>...sachgerecht...die im EJPD zuständigen Stellen sind mit der Führung der ZAR, AUPER und INFOSTAR bestens vertraut.</i>
AI	X		<i>...sinnvoll.</i>
AVDCH	(x)		<i>La neutralité et la sécurité des bases de données nous paraîtrait mieux assurée si cette tâche était confiée à l'Office fédéral de la Statistique. Mais nous comprenons que le DJP administre déjà la plupart des bases existantes et que cela justifiera qu'il hérite du projet.</i>
BBA		X	<i>die vorgeschlagene Lösung aus zwei Gründen als überaus problematisch: Erstens werden beim EJPD etliche weitere Register und Datensammlungen geführt, die aus Sicht des Datenschutzes als problematisch zu beurteilen sind, insbesondere Register aus dem Bereich des Inlandgeheimdienstes. Zweitens ist das EJPD und insbesondere die in diesem Departement angesiedelte Präventivpolizei DAP als Nachfolgerin der BuPo nach dem Fichenskandal von 1989 in aller Offensichtlichkeit nicht die optimale Instanz, um ein vertrauenswürdiges Übersetzungsverfahren zu garantieren... Alternativ wäre allenfalls denkbar, die Aufgabe zur Führung eines zentralen Servers dem EDI zu übertragen. Insoweit es sich um statistische Daten handelt, wäre das Bundesamt für Statistik vermutlich am ehesten geeignet und kompetent, mit der notwendigen Seriösität die Datenqualität zu garantieren. Wenn ein zentraler Server auch für die Übersetzung von personenbezogenen Identifikatoren beigezogen werden soll,... wäre bspw. die Zuständigkeit des Eidgen. Datenschutzbeauftragten EDSB.</i>
BE	(x)		<i>Die zentrale Datenbank INFOSTAR ist beim EJPD angesiedelt...Es ist deshalb zu prüfen, ob die im Zivilstandswesen vergebene „Star-Nummer“ auch als eidgenössischer Personenidentifikator genutzt werden könnte. Die Einführung eines Identifikationsservers beim gleichen Departement führt zu einer kostenträchtigen Doppelspurigkeit.</i>
BE (Gde)	X		
BL			<i>n/a</i>
BS	x		<i>...keine Einwände.</i>
CSP	x		<i>...befürwortet die Zuständigkeit des EJPD...</i>
Digisigna	x		<i>Der Einsatz eines ID-Servers, welcher notwendigerweise zentral ist, ist problematisch (Ausfallsicherheit, Zugriffsschutz). Gegen den Betrieb durch das EJPD ist nichts einzuwenden.</i>
DSB		X	<i>Es wird einerseits eine Infrastruktur geschaffen, welche die Grundlagen für flächendeckende Rasterfahndungen werden könnte. Andererseits will der vorliegende Entwurf dem EJPD nicht bloss die Aufgaben einer gesamtschweizerischen Bevölkerungskontrollbehörde zuweisen, sondern gleich auch die Kontrolle über alle die Mittel zur Verknüpfung von Registern in die Hand geben. ad Art. 4 Wir bezweifeln, dass das EJPD eine geeignete Wahl für den Betrieb des geplanten Identifikationsservers ist. Richtig wäre es, einem Organ die Verantwortung dafür zu übertragen, das in keinem der zu schaffenden Sektoren aktiv ist.</i>
eCH	X		<i>Die Lösung scheint aus Sicht von eCH sinnvoll zu sein.</i>
EDSB		X	<i>Il est dans tous les cas indispensable, pour des motifs de protection de la personnalité, que le serveur d'identification ne soit pas géré par le DFJP mais par un organe indépendant de l'administration fédérale.</i>
ETH ZH	x		<i>Das EJPD ist dafür sicher eine gute Lösung</i>
FMH		x	<i>Die Zuständigkeit beim EJPD ist zumindest für das Gesundheitswesen keine angemessene Lösung. Wir schliessen uns dem Standpunkt des Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten an: Es kommt nur eine von der Verwaltung unabhängige Instanz für die Führung des Identifikationsservers in Frage.</i>
FR	x		<i>Cela nous semble être adéquat...Il l'est d'autant plus que le DFJP gère déjà INFOSTAR, le RCE et l'AUPER.</i>
GE		x	<i>Il nous paraît peu judicieux de confier à un seul département une compétence aussi large et sensible...C'est pourquoi nous donnerions la faveur à une entité transversale, sous contrôle du Parlement, garante du respect de la sphère privée.</i>

Q.7	Oui	Non	Remarques (citations), administration du serveur
GL		X	<i>Die Einführung eines ID Servers führt generell zu kostenträchtigen Doppelspurigkeiten. Wir empfehlen dringend, von dieser Lösung Abstand zu nehmen.</i>
GR	X		<i>...sinnvoll, die Zuständigkeit...beim EJPD anzusiedeln. Aufgrund der vorgesehenen Nutzung auch für statistische Zwecke wäre jedoch ebenso denkbar, diese Kompetenz dem EDI zu übertragen.</i>
ICT	x		<i>...angemessene Lösung.</i>
JU	x		<i>...il convient de laisser à l'autorité fédérale la compétence d'administrer le serveur d'identification.</i>
KZIV	x		
LU	x		<i>...sinnvoll.</i>
NE		X	<i>L'attribution de l'administration du serveur d'identification au Département fédéral de justice et police ne nous paraît pas une décision très judicieuse et politiquement peu défendable vis-à-vis de la population. Nous pensons qu'un organe neutre, comme la Chancellerie fédérale serait plus à même de traiter ce type d'infrastructure.</i>
NW	X		<i>Grundsätzlich positiv</i>
SBV			<i>n/a</i>
SGV	x		<i>Aus Datenschutzgründen befürworten wir diese Lösung.</i>
SH		x	<i>Das EJPD ist sicher nicht die geeignete Wahl für den Betrieb...Richtig wäre es, einem Organ die Verantwortung dafür zu übertragen, das in keinem der zu schaffenden Sektoren aktiv ist.</i>
SIK		(x)	<i>Für die SPIN - Lösung, welche hier nicht unterstützt wird, ist diese Ansiedlung sinnvoll. Sofern der Id.-Server auch am Datenaustausch zwischen Sektoren (bzw. innerhalb eines Sektors bei Bedarf) auf allen drei Staatsebenen mitwirkt, muss ein ausdrücklicher und effizienter Schutz vor jedem Zugriff der polizeilichen Amtsstellen des EJPD zu anderen Daten als den identifizierenden Daten („Fachdaten“) im Gesetz verankert werden. Die vorgesehenen Funktionen des Id.-Servers sind mit der Kantonalen Hoheit in vieler Hinsicht nicht vereinbar (u.a. Datenschutzgesetze von Kantonen, welche Datenaustausche zwischen Sektoren lokal erlauben, wenn auch unter strengen Bedingungen). Dieser Mangel ist unbedingt zu überprüfen. Der Aufbau und Betrieb eines zentralen Id.-Server beim Bund wird bei Kantonen und Gemeinden wenig Begeisterung auslösen. Der Aufbau eines solchen zentralen Koordinationsbestandes wird aber bei einem EPID besser akzeptiert als bei sektoriellen Personenidentifikatoren. Seitens des EJPD wird für den Datenzugriff eine „starke Authentisierung“ mittels SmartCards angestrebt (Class3 Zertifikate). Die entsprechende Infrastruktur im Kanton und in den Gemeinden ist erst noch aufzubauen, die entsprechenden Budgets bereit zu stellen. Im Gegensatz zur heutigen Planung, welche die bestehenden Applikationen des EJPD umfasst, wird der Teilnehmerkreis um den Id.-Server vermutlich massiv grösser. Dies ist in der Gesamtplanung zu berücksichtigen.</i>
SO	X		<i>...sachgerecht.</i>
SP PS			<i>n/a</i>
SSV	X		<i>Insbesondere positiv beurteilen wir unter dem Datenschutzaspekt die Tatsache, dass der ID-Servers...nicht mehr beim BFS, sondern beim EJPD platziert werden soll.</i>
SVEK	X		<i>...sollte beim EJPD angesiedelt sein. Ob das EJPD den Identifikationsserver selber betreiben muss, ist möglicherweise im Zusammenhang mit der bevorstehende Einführung der digitalen Unterschrift zu prüfen...</i>
SVP		(x)	<i>Dans le secteur concernant le contrôle des habitants, par exemple, le rôle attribué par ce projet de loi au Département fédéral de justice et police n'est pas clair. S'agissant des autres secteurs, on ne sait même pas quelles autorités et quels registres sont concernés par la nouvelle réglementation. Il n'est pas concevable de déléguer au niveau de l'ordonnance toutes les questions liées au principe de la légalité.</i>
SZ	X		<i>...zweckmässig.</i>
TG	X		<i>Allfällige Änderungen dürfen daher nicht zu zusätzlichen Belastungen führen.</i>
TI	X		<i>...in questo ambito consideriamo il DFGP un interlocutore affidabile.</i>
UR	X		<i>Es ist sachgerecht... Allerdings wird die Einführung eines zusätzlichen Identifikationsservers zu kostenträchtigen Doppelspurigkeiten führen, da dieselbe Aufgabe viel effizienter und kostengünstiger durch die Einführung der Infostar-Nummer als Personenidentifikator erfüllt werden könnte</i>
USAM	X		<i>...hat nichts dagegen einzuwenden</i>
VD	X		<i>Pas d'objection, car le DFJP gère déjà plusieurs registres des personnes.</i>
VS	X		<i>...favorable au DFJP</i>

Q.7	Oui	Non	Remarques (citations), administration du serveur
VZIV	X		<i>...richtig, dass die Zuständigkeit...beim EJPD angegliedert wird.</i>
ZG		x	<i>Aus Sicht des Datenschutzes wird durch den Identifikationsserver die Unterteilung in Sektoren „kurzgeschlossen“. Die Gefahr des Totalabgleichs ist damit auf Bundesebene kaum geringer als bei einem Universal-PIN. Die ...vorgesehene Anschlussmöglichkeit kantonaler und kommunaler Behörden an den Identifikationsserver überträgt das Problem auf Kanton und Gemeinde...Es ist zu bezweifeln, ob die Vermengung eidgenössischer und kantonaler Rechtsgrundlagen dem Bund die fehlende Rechtsgrundlage für die Einführung eines verdecktes eidg. Universal-Personenidentifikators zu ersetzen vermag...</i> <i>Der Identifikationsserver sollte durch eine unabhängige Bundesstelle betrieben werden.</i>
ZH	(x)		<i>Es wäre...zu prüfen, ob die ...“Star Nummer“ auch als EPID genutzt werden könnte. Die Einführung eines ID-Servers beim gleichen Departement führt zu einer kostspieligen Doppelspurigkeit.</i>

8. Que pensez-vous de la répartition des coûts telle qu'elle est proposée ?

Q.8	Oui	Non	Remarques (citations), répartition des coûts
AG	X		<i>...Kostenverteiler als gerecht empfunden, Immerhin sollten die Kosten einer allfälligen Anpassung von INFOSTAR entgegen Art. 45a Abs., 2 ZGB nicht den Kantonen überbunden werden...Deshalb soll Anpassungskosten der Bund übernehmen.</i>
AI	(x)		<i>Diese Zustimmung hängt jedoch von der Bedingung ab, dass sich die von den Kantonen und Gemeinden zu tragenden Investitions- und Betriebskosten im genannten Rahmen halten und diese Kosten ohne Festlegung eines Sockelbeitrages aufgrund der Einwohnerzahlen auf die Kantone verteilt werden.</i>
AVDC H		x	<i>Nous considérons que comme dans l'ensemble des projets de ce type, les coûts pour les communes sont nettement sous-estimés. Cela est d'autant plus dommage que de mauvaises surprises à ce niveau pourraient les dissuader d'adhérer au volet administratif.</i>
BE		X	<i>Die Grundlagen für den Kostenverteiler sind nicht nachvollziehbar. Die Auflagen des Bundes bedeuten für den Kanton Bern grössere Investitionen...Die Übernahme von Kosten, die sich aus der Doppelspurigkeit eines Identifikationsserver ergeben, lehnen wir ab.</i>
BE (Gde)	(x)		<i>Nur unterstützt wenn nachweisbaren Nutzen die von den Gemeinden zu tragenden Kosten übersteigen.</i>
BL		x	<i>Der Nutzen für dieses Projekt ist für uns nicht ersichtlich. Nicht absehbar sind technische und organisatorische Hindernisse, die ein effizientes administratives Instrument möglicherweise in Frage stellen</i>
BS	X		<i>...sachlich begründet zu sein.</i>
CSP			
Digisig na		(X)	<i>keine Aussage</i> <i>Die Wirtschaft und der Steuerzahler sind interessiert an einer effizienten und kostengünstigen Verwaltung. Aus diesen Gründen lehnen wir die Einführung von sektoriellen Personenidentifikatoren ab. Im vorgesehenen Gesetz soll deshalb die Einführung eines einheitlichen eidgenössischen Personenidentifikators geregelt werden.</i>
DSB		X	<i>Schliesslich sind wir der Meinung, dass man von Kosten und Einsparungen nicht sprechen kann, ohne einigermaßen detaillierte Informationen zu bestimmten Fragen zu haben. Dazu gehören einerseits zahlenmässige Angaben zum entstehenden Registerverbund und andererseits die geplanten technischen und organisatorischen Massnahmen für Datenschutz und Datensicherheit. Für eine detaillierte Stellungnahme zu den nur rudimentär dargestellten technischen Massnahmen reichte die vorgegebene knappe Zeit nicht aus. Aus Sicht der Kantone scheinen uns jedoch die geschätzten Kosten zu tief und unrealistisch. Die Kosten/Nutzen-Analyse müsste vertieft werden, um eine korrekte Beurteilung zu erlauben.</i>
eCH			<i>Es ist nicht Sache von eCH, zu dieser Frage Stellung zu nehmen.</i>
EDSB		(x)	<i>le PFPD souhaiterait insister sur le fait qu'avant de mettre en place une infrastructure aussi complexe, qui pose de surcroît de grands défis du point de vue de la protection de la personnalité et qui a d'importantes conséquences financières, il faudra concrétiser davantage le projet et le soumettre d'abord au débat politique. Il est en effet loin d'être sûr que le projet élaboré par l'administration trouve l'adhésion nécessaire.</i>
ETH ZH		(x)	<i>...sicher sind aber die Kosten- und Nutzenschätzungen beide zu tief angesetzt.</i>
FMH		(x)	<i>...Die vorliegenden Kosten- und Nutzenschätzungen sind mit Sicherheit zu tief angesetzt.</i>
FR		(x)	<i>Le concept qui a été soumis à notre examen ne permet pas de statuer sur la validité des prévisions financières. Seul le scénario complet de mise ne œuvre le permettra...Même si les co^tus directs ne semblent pas très élevés, il convient de prendre en compte également les coûts indirects...Certains éléments sont difficilement chiffrables.</i>
GE	(x)		<i>Les règles proposées à l'art. 16...sont claires et logiques...Si, à long terme, l'exécution de la LSPIN sera financièrement avantageuse tant pour la Confédération que les cantons, chacun sait que la mise en place et la maintenance d'un système informatique coûte cher. Nous remarquons que les estimations financières présentées dans le projet de loi sont fort aléatoires...</i> <i>...nous croyons que les administrations cantonales vont être largement mises à contribution, à court et moyen terme...Or dans la situation budgétaire actuelle, nous doutons que ce dossier constitue une priorité.</i>
GL		X	<i>Die Grundlagen für den Kostenverteiler sind nicht nachvollziehbar. Die Auflagen des Bundes bedeuten für die Kantone und Gemeinden grössere Investitionen. Die Wirtschaftlichkeit ohne den EPID muss angezweifelt werden, verfügen einzelne Kantone doch bereits heute über ein System</i>

Q.8	Oui	Non	Remarques (citations), répartition des coûts
			<i>von Personendaten...Die Übernahme von Kosten, die sich aus der Doppelspurigkeit eines ID Servers ergeben, lehnen wir ab.</i>
GR		X	<i>...zu allgemein und hypothetisch...Sodann ist der Bund der hauptsächliche Nutzniesser der geplanten Identifikatoren, weshalb wir der Meinung sind, dass die anfallenden Kosten auch durch diesen zu übernehmen sind. Unter diesen Umständen lehnen wir den vorgeschlagenen Kostenverteiler ab.</i>
ICT		(x)	<i>Der Verteiler ist hier nicht zu kommentieren: sicher sind aber die Kosten- und Nutzenschätzungen beide zu tief angesetzt.</i>
JU		X	<i>...les données enregistrées servent dans une grande mesure les services de l'administration fédérale, le Gouvernement estime que les coûts engendrés par le SPIN doivent être entièrement pris en charge par la Confédération.</i>
KZIV		x	<i>Mit grossem Aufwand haben wir...Infostar...eingeführt. Infostar verfügt über die genau gleichen Daten, die nun auch in das System des ID-Servers eingegeben werden sollen. Es geht also um eine sinnlose Doppelspurigkeit, bei der die Kantone wiederum unnötigerweise Zahlungsverpflichtungen übernehmen müssen.</i>
LU		x	<i>...für uns nicht nachvollziehbar...Die Kantone und die Gemeinden sind jedoch nur dann interessiert, die Registerharmonisierung und die Einführung einheitlicher Personenidentifikatoren mitzutragen, wenn sie einen grösstmöglichen Nutzen erwarten dürfen...Aus diesen Gründen können wir einer Kostenbeteiligung der Kantone nur unter dem Vorbehalt zustimmen, dass auf dieses Szenario zu verzichtet wird und damit den Kantonen und Gemeinden die unerlässlichen statistischen Informationen auf kleinräumiger Ebene auch weiterhin zur Verfügung stehen.</i>
NE		X	<i>Il est logique que la Confédération, principale bénéficiaire du système de SPIN finance l'ensemble des coûts de développement et d'exploitation.</i> <i>Il faut relever que les cantons financent déjà l'exploitation du système Infostar qui est appelé à devenir la base de référence de l'état civil de notre pays. Ne serait-il pas judicieux d'utiliser cette base de données au lieu d'investir dans un appareil compliqué et dont les données enregistrées feront double emploi avec la base de données de l'état civil?</i>
NW	X		<i>Grundsätzlich positiv</i>
SBV	X		<i>...sachgerecht.</i>
SGV		X	<i>Das Kostendach des Projektes und der Verteilschlüssel erachten wir als problematisch. Vom Projekt profitiert in erster Linie der Bund, weil er seine statischen Erhebungen in Zukunft vereinfachen kann. Es ist deshalb nahe liegend, dass er auch grösstenteils für die Kosten aufzukommen hat. Eine zusätzliche Belastung der Gemeinden und Städte müssen wir strikte ablehnen.</i>
SH		(x)	<i>Aus sicht des Kantons und der Gemeinden erscheinen jedoch die geschätzten Kosten zu tief und unrealistisch. Die Kosten/Nutzen-Analyse müsste vertieft werden, um eine korrekte Beurteilung zu erlauben.</i>
SIK	(x)		<i>Die Kosten- und Nutzenblöcke für Kantone und Gemeinden sind lediglich ansatzweise geschätzt und können für konkrete Wirtschaftlichkeitsüberlegungen in der vorliegenden Form nicht verwendet werden.</i> <i>Im Grundsatz ist der Verteiler in Ordnung. Die Kosten für die registerführenden Behörden zur Anpassung ihrer Register sind im Bericht weder dargestellt noch geschätzt. Diese Kosten dürften sich im oberen zweistelligen Millionenbetrag bewegen. Die Anpassungskosten der Register und Applikationen, welche durch den Anschluss an den Id.-Server entstehen, dürften eine ähnliche Grössenordnung ausmachen. Somit entstehen für Kantone und Gemeinden erhebliche Kosten. Angesichts der 26 Kantone und rund 2'800 Gemeinden der Schweiz mit ihren Einwohnerregistern ist der Aufwand von 3 Mio. Franken für „Organisation und Durchführung der erst- und einmaligen Datenlieferungen“ von den Gemeinden/Kantonen an den ID-Server äusserst bescheiden geschätzt.</i> <i>Die insgesamt auf 1,4 Mio. Franken veranschlagten jährlichen Betriebskosten scheinen völlig unrealistisch. Das entspräche pro Kopf der Bevölkerung etwa 20 Rappen. Zum Vergleich, die reinen Betriebskosten von bestehenden, ähnlichen Anwendungen betragen ein 4-5faches.</i> <i>Der ausgewiesene Nettonutzen ist schlecht nachvollziehbar.</i> <i>Da die Kosten in der Aufbauphase im besten Falle (EPID) für einen grossen Kanton und seine Gemeinden namentlich (Herstellung der Identifikation in allen Registern...) global in Millionenhöhe liegen sollen, muss man davon ausgehen, dass die Sektorlösung ein Mehrfach davon betragen wird und ist deswegen wegen mangelndem Nutzen auszuschliessen.</i>
SO		X	<i>...sehr fraglich, ob sich diese kalkulatorische Minderaufwendungen tatsächlich zahlungswirksam realisieren lassen...die Kosten den Nutzen deutlich übersteigen werden...Wir fordern deshalb, dass, wenn die einzelnen Bevölkerungsregister über den SPIN miteinander verknüpft werden und dies für die Kantone und Gemeinden zu Mehrkosten führt, auch gleichzeitig dafür gesorgt wird, dass strategisch wichtige Informationen wie Beispielweise zur Erwerbstätigkeit...auch weiterhin auf Stufe Gemeinde und Kantone zur Verfügung gestellt werden...Ohne eine Garantie dieser Grundinformationen bis auf Stufe Kanton bzw. Gemeinde müssen wir den vorgeschlagenen Kostenverteiler ablehnen. Mehrkosten bei</i>

Q.8	Oui	Non	Remarques (citations), répartition des coûts
			<i>gleichzeitiger Qualitätseinbusse bei den Daten wären nicht akzeptabel.</i>
SP PS			<i>n/a</i>
SSV		(x)	<i>Aus sicht der Gemeinden und Städte können wir uns nicht abschliessend äussern...Allerdings darf bei sachlicher Betrachtung nicht vergessen werden, dass die Kosten für die Anpassung der Gemeindeapplikationen in der Berechnung bzw. dem vorgeschlagenen Kostenverteiler nicht enthalten sind.</i>
SVEK		(x)	<i>Ob die vorliegenden, teilweise auf Annahmen basierenden Berechnungen mit dem Nettonutzen wunschgemäss aufgehen und der Kostenverteiler dann auch stimmt, kann von uns nicht beurteilt werden. So bezweifeln wir z.B. die Richtigkeit der Betriebskosten für den Betrieb des SPIN-Systems beim Bund.</i>
SVP		x	<i>Enfin, l'UDC avait déjà retenu dans sa réponse à la consultation que l'harmonisation des registres des habitants que le rapport entre le coût et l'utilité de cette intervention n'était pas favorable et que, notamment, l'introduction d'un PIN n'était pas d'un intérêt prépondérant. Outre les réserves de principe face au PIN, on peut également émettre des doutes quant aux coûts des mesures décrites de manière très approximative. L'estimation de ces coûts paraît en effet trop basse et même irréaliste.</i>
SZ		x	<i>Die Sektoralisierung treibt den Kosten in die Höhe...Es ist sehr fraglich, ob sich diese kalkulatorischen Minderaufwendungen tatsächlich zahlungswirksam realisieren lassen. Wir gehen folglich davon aus, dass die Kantone und Gemeinden kaum mit einem zahlungswirksamen Nettonutzen rechnen können, sondern dass im Gegenteil die Kosten den Nutzen deutlich übersteigen würden.</i>
TG		X	<i>Die Kosten...sind im Kommentar weder dargestellt noch geschätzt...Für die Kantone und Gemeinden bedeutet dies einen erheblichen finanziellen Aufwand. Die Einführung eines EPID wäre mit deutlich geringeren Aufwand- und Betriebskosten verbunden.</i>
TI			<i>n/a ?</i>
UR		X	<i>Die Grundlagen für den Kostenverteiler sind nicht nachvollziehbar. Die Auflagen des Bundes bedeuten für die Kantone und Gemeinden grössere Investitionen. Die Wirtschaftlichkeit ohne den einheitlichen eidgenössischen Personenidentifikator muss angezweifelt werden... Deshalb schlagen wir eine Kostenverteilung zwischen dem Bund und den Kantonen unter Berücksichtigung der gegenseitigen Dienstleistungen vor. Die Übernahme von Kosten, die sich aus der Doppelspurigkeit eines Identifikationsservers ergeben, wird abgelehnt.</i>
USAM		X	<i>...mag Ihr neues Konzept, welches wir als aufwändig und ineffizient erachten, nicht zu überzeugen.</i>
VD		X	<i>Les coûts supplémentaires induits par la sectorisation des identificateurs doivent être financés entièrement par la Confédération qui doit assumer les conséquences de la nouvelle loi fédérale.</i> <i>Nous ne nous opposons pas à l'art. 16 alinéa 2 mentionnant que les services administratifs responsables des registres prennent en charge les coûts résultant de l'adaptation de leurs registres. Mais il n'est pas question que les cantons et les communes financent le serveur fédéral.</i>
VS	x		<i>Nous acceptons la répartition des coûts établie à l'art. 16...</i>
VZIV			<i>Dieses neue Bundesgesetz muss mit gezielt ausgestalten Zugriffsmöglichkeiten die Verwaltungsführung deutlich effizienter und kostengünstiger machen...</i>
ZG		(X)	<i>...Wir bezweifeln die Richtigkeit der aufgeführten Kosten für den Betrieb des SPIN-Systems beim Bund...Aus Sicht der Datenpflege sind die Betriebskosten unseres Erachtens zu niedrig bewertet.</i>
ZH	x		<i>Die Grundlagen für den Kostenverteiler sind nicht nachvollziehbar. Die Sektoralisierung der Personenidentifikator treibt die Kosten für die Kantone und Gemeinden in die Höhe...Wir schlagen eine Kostenverteilung zwischen dem Bund und den Kantonen unter Berücksichtigung der gegenseitigen Dienstleistungen vor. Die Übernahme von Kosten, die sich aus der Doppelspurigkeit eines ID-Servers ergeben, lehnen wir aus kantonaler Sicht ab.</i>

Liste des participants *(en italique, les prises de positions spontanées)*

- ¹ Canton d'Argovie
- ² Canton d'Appenzell Rhodes intérieurs
- ³ Canton d'Appenzell Rhodes extérieurs
- ⁴ *Association vaudoise des contrôles des habitants et bureaux des étrangers*
- ⁵ *Big Brother Award c/o SIUG*
- ⁶ Canton de Berne
- ⁷ *Service statistique de la ville de Berne*
- ⁸ Canton de Bâle campagne
- ⁹ Canton de Bâle ville
- ¹⁰ Christlich-soziale Partei
- ¹¹ CVP PDC PPD, Christlichdemokratische Volkspartei
- ¹² *Elektronischer Registrier- und Zertifizierdienst der Schweizer Handelskammern*
- ¹³ DSB+CPD.CH, die Schweizerischen Datenschutzbeauftragten
- ¹⁴ *Datenschutzbeauftragter Kanton Zürich*
- ¹⁵ Fondation eCH
- ¹⁶ Eidgenössischer Datenschutzbeauftragte; attention, les citations proviennent du résumé de la prise de position publiée le 28 juillet 2004 sur le site internet du Préposé (http://www.edsb.ch/f/themen/weitere/epid/stellungnahme_spin.pdf)
- ¹⁷ *M. Carl August Zehnder, emer. Prof. für Informatik, ETH, Zürich.*
- ¹⁸ *Verbindung der Schweizer Ärztinnen und Ärzte*
- ¹⁹ Canton de Fribourg
- ²⁰ Canton de Genève
- ²¹ Canton de Glaris
- ²² Canton des Grisons
- ²³ *ICT Switzerland, Maya Lalive d'Epinay (association)*
- ²⁴ Canton du Jura
- ²⁵ Konferenz der kantonalen Aufsichtsbehörden im Zivilstandswesen
- ²⁶ Canton de Lucerne
- ²⁷ Canton de Neuchâtel
- ²⁸ Canton de Nidwald
- ²⁹ SBV USP USC, Schweizerischer Bauernverband
- ³⁰ Schweizerischer Gemeindeverband
- ³¹ Canton de Schaffhouse
- ³² Schweizerischer Informatikkonferenz
- ³³ Canton de Soleure
- ³⁴ Parti socialiste suisse
- ³⁵ Schweizerischer Städteverband
- ³⁶ Schweizerischer Verband der Einwohnerkontrollen
- ³⁷ Schweizerische Volkspartei
- ³⁸ Canton de Schwyz
- ³⁹ Canton de Thurgovie
- ⁴⁰ Canton du Tessin
- ⁴¹ Canton d'Uri
- ⁴² Dachorganisation der kleinen und mittleren Unternehmen (SGV/USAM)
- ⁴³ Canton de Vaud
- ⁴⁴ Canton du Valais
- ⁴⁵ Schweizerischer Verband für Zivilstandswesen
- ⁴⁶ Canton de Zoug
- ⁴⁷ Canton de Zurich